

# 17<sup>ème</sup> Assemblée Générale du Consortium APAC (Association Consortium pour les Aires et Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire)

8 - 10 juin 2021, 14h00-16h30 CET

Les Membres, les Membres d'Honneur et les observateurs ont participé en ligne sur Zoom.

Actions et décisions

Notes

171 participants ont pris part à la 17<sup>ème</sup> Assemblée Générale. Conformément aux Statuts, le quorum est atteint si au moins un cinquième des Membres en règle est présent lors de la prise de décision. Pendant l'AG, le quorum a été atteint chaque fois qu'une décision a été prise.

## Compte-rendu de la première journée : mardi 8 juin 2021

### 14h00 Accueil par le Président

Teddy Baguilat, le Président du Consortium APAC, a souhaité la bienvenue à tous les participants à la 17<sup>ème</sup> Assemblée Générale, qui s'est tenue en ligne du 8 au 10 juin 2021.

Felipe Gomez a formellement ouvert l'événement à tous les participants du monde entier. Il a demandé la bénédiction de Mère Nature pour cette Assemblée et pour le travail que chacun fait pour les communautés. Il a parlé des défenseurs des territoires de vie et a demandé aux esprits de nous guider et de nous protéger sur notre chemin. Felipe a remercié nos sages d'avoir fait du rêve d'un réseau de territoires de vie une réalité et il a partagé son espoir qu'un jour tout un chacun comprendra la nécessité de protéger la Terre et toute la vie qu'elle abrite.



L'ordre du jour de l'Assemblée Générale (AG) pour les trois jours a été lu par Teddy Baguilat, le Président du Consortium APAC.

Les sondages Zoom ont été utilisés pour obtenir l'opinion de tous les participants à l'Assemblée Générale et nous aider à atteindre un consensus sur les questions à trancher. Tout le monde était invité à répondre aux sondages car ceux-ci ont été utilisés pour vérifier que le consensus avait été atteint. Dans l'éventualité peu probable de la nécessité d'un vote sur une question, seuls les représentants des Membres allaient être en mesure de voter. Colin Scott a expliqué cela de façon détaillée lors de la session sur le consensus le deuxième jour.

**Motion d'adoption de l'ordre du jour proposée par Natural Justice (Membre), appuyée par KRPAVIS (Membre)**  
**Motion d'adoption de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale - approuvée (sondage 1)**

## Rapport du Président pour 2020/2021

**Teddy Baguilat (Président)**

C'est avec une immense fierté et un grand honneur que je vous présente un « Tremplin pour l'action » ou le rapport du Président à notre Assemblée Générale en ce 8 juin, qui se trouve aussi être la Journée mondiale des océans.

Au cours des six derniers mois, malgré la pandémie et la réalisation de la plupart de nos activités à distance et en ligne, le Consortium APAC a gagné en cohésion et s'est préparé à remplir son mandat principal, qui consiste à obtenir la reconnaissance internationale de notre gouvernance de nos territoires de vie.



Le nombre d'adhérents a augmenté. Nos ressources financières et humaines n'ont jamais été aussi solides et stables en dix ans d'existence. C'est grâce au travail de notre Secrétariat mondial et aux bonnes bases établies par nos leaders fondateurs.

Mais plus important encore, le Conseil – qui assure notre direction politique et notre représentation démocratique - a commencé à prendre en main son rôle de leader. Nous avons organisé des réunions trimestrielles du Conseil, des réunions mensuelles du Comité exécutif et des consultations régulières avec les Membres

pour discuter de nos Procédures de gouvernance et de nos Principes et procédures d'adhésion (qui seront présentés à l'AG demain et jeudi). Permettez-moi d'insister sur le fait que l'approbation de ces principes et procédures est cruciale pour garantir que tous les Membres, qu'ils soient Membres d'Honneur ou représentants d'organisations, qu'ils fassent partie du Conseil ou qu'ils soient des sages, aient les mêmes chances de participer à la prise de décision et aux activités du Consortium APAC.

Pour moi, le point culminant de ces six derniers mois a été le lancement de notre grand rapport sur les territoires de vie. Il s'agit d'un travail réalisé avec amour par notre Secrétariat ainsi qu'une grande équipe d'auteurs, de contributeurs et de bénévoles, qui a été officiellement lancé le 20 mai dernier après deux ans de préparation. Le rapport contient des preuves empiriques que les territoires de vie sont le moyen le plus efficace de protéger la biodiversité de la planète et, pour résumer les recommandations du rapport, appelle toutes les parties prenantes à soutenir et à faire pression pour la reconnaissance légale des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales et de leur gouvernance de leurs territoires de vie.

En tant que votre Président, je veillerai à ce que ce rapport ne finisse pas dans les poubelles de l'histoire. Nous devons maintenant encourager nos Membres qui prévoient de participer aux COP de la Convention sur la diversité biologique et à la Conférence sur l'action climatique afin qu'ils utilisent ce rapport comme l'une de leurs principales références dans le cadre de notre engagement.

Nous tenons à assurer que notre Secrétariat cherchera à rendre ce rapport facilement accessible et assimilable par nos Membres afin de les aider à faire pression sur leurs gouvernements et législateurs. Nous devons également partager ce rapport avec d'autres organisations partageant les mêmes idées dans le cadre de la construction de notre mouvement. Enfin, j'aimerais que notre Conseil jette un coup d'œil à ce rapport afin d'en étudier les idées précieuses et de réfléchir à des mesures que vous pensez que nous pouvons prendre pour mettre en œuvre ses recommandations.

Oui, le Conseil est plus qu'un simple rassemblement de personnes extraordinaires. Il ne s'agit pas seulement d'un groupe de leaders représentant des circonscriptions. Le Conseil devient extraordinaire lorsqu'il est capable d'amener le Consortium APAC à atteindre ses objectifs. Le Conseil devient un véritable représentant des Membres lorsqu'il est capable de mobiliser ceux-ci pour qu'ils soient plus actifs dans les activités du Consortium APAC.

L'un de nos impératifs pour 2021 est donc que notre Conseil prenne la tête de la révision de notre précédent plan stratégique et de l'élaboration de notre prochaine stratégie. Ainsi, nous obtiendrons une participation plus directe de nos Membres dans l'élaboration et l'exécution de nos plans.

Le nombre de Membres du Consortium APAC a augmenté et ils sont maintenant présents dans presque tous les coins du monde. Mais dans la poursuite du processus de régionalisation, nous devons maintenant, avec plus de zèle et de détermination, augmenter le nombre de Membres et organiser des assemblées régionales là où nous ne sommes pas organisés. Soyons les ambassadeurs des APAC en aidant à recruter davantage de Membres dans d'autres parties du monde, en particulier ceux qui sont de véritables gardiens des territoires de vie.

Les six derniers mois ont été un exercice de consolidation. Les six prochains mois doivent être un exercice d'action déterminée.

Dans un monde ravagé par la pandémie et avec l'émergence d'une nouvelle normalité, on entend une clameur incitant à écouter davantage les Peuples Autochtones et le pouvoir de la gouvernance communautaire, que ce soit pour la protection de la biodiversité de la planète ou pour construire une plus grande résilience collective. Mes amis, l'opportunité est avec nous, MAINTENANT.

### Motion pour prendre note du rapport du Président pour 2020/2021 - approuvée (sondage 2).

#### Pleins feux sur un Membre 1 - Territoires de vie : Rapport 2021

[Cliquez ici pour voir le diaporama](#)

Pour lire le rapport complet, veuillez consulter le site :

<https://report.territoriesoflife.org/fr/>



#### Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie et du Programme de travail 2020/2021

Le Secrétariat du Consortium APAC a présenté les dernières mises à jours des actions réalisées. [Cliquez ici pour voir la présentation complète.](#)

##### A. Holly Jonas (Coordinatrice internationale) - diapositives 2 - 6

Après la dernière Assemblée Générale, le Secrétariat s'est réuni en ligne pour réfléchir à 2020 et élaborer un plan d'action pour 2021.

Ensemble, nous avons identifié trois objectifs et ambitions globaux pour 2021 :

##### 1. Renforcer notre soutien multiforme au mouvement pour les territoires de vie des Peuples Autochtones et des communautés.

Se concentrer sur le renforcement de notre soutien au mouvement pour les territoires de vie en aidant les Peuples Autochtones et les communautés Membres à documenter, soutenir et défendre leurs APAC-territoires de vie par le biais de processus d'apprentissage et d'échange entre pairs, de partage de compétences, de solidarité et d'action collective. Accroître la représentation et l'engagement des organisations de Peuples Autochtones et communautaires au sein de nos Membres par le biais de la traduction et de l'interprétation, du soutien aux organisations de base pour qu'elles participent à divers événements, et d'une communication plus régulière avec les Coordinateurs régionaux. D'ici la fin de

l'année, nous avons documenté l'histoire du Consortium APAC et défini une identité organisationnelle et visuelle plus claire et plus représentative.

2. **Accroître notre influence et notre impact au sein des principaux processus décisionnels nationaux et mondiaux qui affectent les territoires de vie ainsi que les Peuples Autochtones et les communautés qui les protègent, les conservent et les défendent.**
  - a. **Continuer à nourrir l'ensemble de données qui montrent les contributions des APAC-territoires de vie et coordonner une campagne convaincante qui les articule.** Nous avons récemment lancé un rapport majeur sur les territoires de vie, accompagné d'une campagne de communication. Un certain nombre d'autres publications sont en cours, comme un rapport régional sur les territoires de vie en Asie occidentale et centrale.
  - b. **Soutenir nos Membres pour qu'ils s'organisent en réseaux nationaux de façon autonome et plaider pour une reconnaissance et un soutien appropriés des territoires de vie dans plusieurs pays.** Cela a consisté en un soutien financier et technique pour les réseaux nationaux à Madagascar, au Sénégal, au Népal et au Guatemala. Un certain nombre d'exams juridiques nationaux sont en cours de finalisation dans le cadre de l'initiative mondiale de soutien aux APAC (GSI). Ils fourniront une base technique importante pour le plaidoyer stratégique.
  - c. **Soutenir activement nos Membres pour qu'ils s'engagent dans les négociations de l'ONU sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, en mettant l'accent sur la défense des droits, des systèmes de gouvernance et des terres et territoires collectifs des Peuples Autochtones et des communautés locales.** Bien que l'on ne sache pas encore si le cadre pour l'après-2020 sera effectivement adopté dans le courant de l'année, de nombreuses activités sont encore en cours, notamment des consultations nationales et locales sur le projet de cadre, un soutien en matière de communication et un nouveau groupe prometteur d'apprentissage par les pairs.
  - d. **Développer une position et un programme clairs sur la justice en matière de conservation,** en s'appuyant sur des années de travail et en se concentrant sur les opportunités stratégiques telles que l'influence des positions des organisations de conservation dans le processus pour l'après-2020, et le développement de nouveaux concepts tels que les chaînes d'approvisionnement de la conservation et le financement de la conservation basé sur les droits humains.
3. **Améliorer notre gouvernance organisationnelle et nos systèmes de gestion au service de nos Membres.**
  - a. **Entreprendre une révision de notre plan stratégique actuel** d'ici la fin de l'année et élaborer un nouveau plan stratégique pour 2022-2025.
  - b. **Soutenir le Conseil dans l'élaboration et la finalisation des projets de Procédures de gouvernance et de Principes et procédures d'adhésion,** tous deux soumis à l'approbation de cette Assemblée Générale. Il s'agit d'une étape importante pour la clarification des systèmes de gouvernance du Consortium, et nous soutiendrons le Conseil pour les mettre en pratique immédiatement après l'AG.
  - c. **Revoir tous les systèmes de gestion et élaborer des politiques et des procédures au sein du Secrétariat** qui reflètent notre culture et nos valeurs organisationnelles et apportent plus de clarté et de cohérence à notre équipe.
  - d. **Renforcer nos capacités et nos ressources** pour mener à bien l'ensemble de ce travail de manière continue, notamment en atteignant les objectifs clés de la stratégie de collecte de fonds.

**B. Alison Powell (Coordinatrice administrative) - diapositives 7 - 8**

Au total, nous comptons 179 Membres et plus de 420 Membres d'Honneur du monde entier, dont plus de la moitié sont des Peuples Autochtones ou des communautés locales. Nous avons accepté 19 Membres et 22 Membres d'Honneur depuis notre dernière Assemblée Générale. Nous avons maintenant deux appels à candidatures et nominations par an. La prochaine date limite pour les demandes d'adhésion de nouveaux Membres et les nominations de Membres d'Honneur est le **15 JUILLET**.

Dans le cadre de nos efforts pour offrir un meilleur processus d'intégration aux nouveaux Membres, nous avons commencé à organiser des événements de bienvenue afin que les nouveaux Membres puissent

rencontrer les Coordinateurs régionaux et les autres Membres, apprendre comment s'impliquer activement dans le Consortium APAC et découvrir comment tirer le meilleur parti de leur adhésion. L'année dernière, nous avons procédé à notre première revue des adhésions. Les changements que nous avons adoptés jusqu'à présent ainsi que ceux à venir sont le reflet des commentaires que nous avons reçus. Nous procéderons à une revue des Membres d'Honneur dans le courant de l'année ou au début de l'année prochaine, afin d'en savoir plus sur nos Membres d'Honneur et de trouver des moyens de renforcer leur engagement.

### C. Coordinateurs régionaux

**Lorena Arce (Coordinatrice régionale pour le Cône Sud)** - diapositives 10 - 13

- **Argentine**
  - Réseau APAC Argentine, en cours de consolidation
  - Réunions virtuelles
  - Développement de la réglementation des réseaux (en cours de discussion)
  - Conception d'un plan stratégique, de financement et de communication
- **Chili**
  - Réunions virtuelles pour faire progresser le nouveau réseau APAC au Chili (9 organisations Membres)
  - Mise en œuvre de l'Initiative de soutien aux APAC des communautés de pêcheurs (5 communautés et réseaux locaux)
- **Paraguay**, notre Membre, FAPI, rapporte les avancées suivantes :
  - Propositions de protection des communautés autochtones
  - Initiative pilote : délimitation des terres autochtones
  - Un succès historique avec le Président de la République promulguant la loi 6.615 qui, après 25 ans de lutte, exproprie les terres de la communauté autochtone Y'aka Marangatú pour lui en redonner la gouvernance.
- **Peuple/communauté Mapuche**
  - **Chili / Argentine** : L'Initiative pour la conservation inclusive a sélectionné le « Resguardo del Territorio Biocultural Futa Mawiza » comme l'un des 9 projets proposés à travers le monde.
- **Initiative GSI**
  - **Argentine** :
    - 1er appel, 18 projets dans 19 départements de 9 provinces.
    - 2 bourses d'études pour les Peuples Autochtones des 18 projets APAC ont été attribuées.
    - Un projet stratégique d'accompagnement des projets APAC et la consolidation d'un réseau APAC en Argentine.
    - 16 projets ont été retenus dans le cadre du projet « Réponses à la COVID-19 ».
  - **Paraguay** :
    - 11 initiatives locales visant à renforcer les APAC entrent dans leur première phase.
    - Évaluation des propositions pour le projet « Réponses à la COVID-19 ».

**Carmen Miranda (Coordinatrice régionale pour l'Amazonie)** - diapositives 14 - 17

- Le réseau APAC Bolivie démarre sous l'égide de la GSI cette année.
- Au Brésil, avec la coordination de MUPAN, le réseau a été renforcé et influence les espaces de décision politique. La première APAC a été enregistrée dans la base de données du WCMC.
- APAC Equateur renforce son organisation interne, a enregistré 5 territoires et a contribué à Territoires de vie : Rapport 2021.
- En Colombie, le réseau APAC a été consolidé.
- Au Pérou, la première phase de la GSI s'est achevée. FENAMAD (Pérou) et SAVIA (Bolivie) dirigent l'Initiative de conservation inclusive pour une Région amazonienne transfrontalière (6 territoires autochtones en Bolivie et 5 au Pérou).

**Albert Chan Dzul (Coordinateur régional pour la Méso-Amérique) - diapositives 18 - 19**

- Renforcement des réseaux nationaux APAC
- Suivi du réseau APAC au Mexique
- Construction participative de la planification stratégique
- Conception participative d'un plan de diffusion
- Préparation de projets de suivi dans le cadre de la deuxième phase de la GSI
- Examen des propositions de projets de la GSI avec le PMF Panama
- Réunions de coordination
- Révision du projet

**Programme 2021**

- Révision des propositions de projets de la GSI avec le PMF Panama
- Réunions de coordination
- Révision du projet
- Renforcer la participation des Membres et revoir le socle des adhérents en Méso-Amérique.
- Renforcer la participation des jeunes et des femmes
- Préparation de projets de financement conjoint en Méso-Amérique pour : documenter, soutenir et défendre.
- Tenue d'un forum national du réseau APAC Mexique
- Ateliers pour les projets approuvés au Panama dans le cadre de la GSI
- Atelier virtuel pour les projets approuvés au Belize dans le cadre de la GSI

**Sutej Hugu (Coordinateur régional pour l'Asie de l'Est) - diapositives 20 - 21**

- La Chine accueillera la COP 15 de la CDB sous la forme d'une participation hybride, en présentiel et en ligne. Le groupe de travail APAC Chine prépare un événement parallèle sur les aires de conservation communautaire.
- La Mongolie a proposé aux Nations Unies de faire de 2026 l'« Année internationale des pâturages et des peuples pastoraux ». Cette proposition sera approuvée en septembre. La première série d'ateliers sur les pâturages APAC-territoires de vie d'Asie, en collaboration avec les centres régionaux d'Asie occidentale et centrale et d'Asie du Sud et le RISG Asie centrale et Mongolie, aura bientôt lieu.
- Le groupe de travail APAC Mongolie a été créé en avril et a fait sa demande d'adhésion.
- Le groupe de travail APAC Chine discutera de sa demande d'adhésion lors de sa prochaine réunion.
- Japon - nous avons établi des contacts avec des organisations activistes autochtones Ainu et nous planifions un atelier sur la décolonisation autochtone et l'autodétermination durable, avec la collaboration de l'universitaire Cherokee Jeff Corntassel.

**Ali Razmkhah (Coordinateur régional pour l'Asie occidentale et centrale et le Caucase) - diapositives 22 - 23**

- Développer le réseau du Consortium APAC dans la région en identifiant des Membres potentiels, avec le soutien de l'institut KAFLU au Kirghizstan. Nous avons 1 nouveau Membre en Iran et 4 nouveaux Membres au Kirghizstan.
- Les activités de soutien technique et de facilitation se sont poursuivies auprès de cinq conseils de modes de vie durables de tribus nomades iraniennes qui sont membres d'UniNomad et ont des projets dans le cadre de la GSI. Les Membres du Consortium au Kirghizstan et en Jordanie ont préparé des propositions pour la phase II du GSI.
- Contenu et production de connaissances :
  - Étude régionale d'évaluation par les pairs réalisée par Aibek Samakov et Marc Foggin ;
  - Étude de cas sur une APAC - territoire de vie emblématique - Chahdegal ; et
  - Rapport d'analyse national sur le statut des territoires de vie en IranCes deux derniers rapports ont été préparés pour la publication Territoires de vie : Rapport 2021.

**Amy Maling pour NTFP-EP (Coordinatrice régionale pour l'Asie du Sud-Est)** - diapositives 24 - 25

- Renforcer le réseau régional - nous avons organisé trois ateliers pour concevoir notre plan stratégique régional, qui devrait être terminé avant notre prochaine assemblée régionale en ligne.
- Conseil régional - très actif avec des réunions mensuelles et des mises à jour provenant des pays.
- Des aperçus trimestriels des activités sont mis en ligne sur le site web du Consortium APAC.
- Renforcement des effectifs - 2 nouveaux Membres du Myanmar - Point et l'association Rawang Youth.
- Nous avons publié une lettre ouverte et un appel à l'action pour soutenir nos partenaires et les Peuples Autochtones et communautés locales au Myanmar.
- Collecte de fonds - un certain succès au niveau régional pour financer les activités, le partage de connaissances et une étude de cas régionale sur l'état des APAC en Asie du Sud-Est qui sera entreprise au cours du prochain trimestre.
- Mise en réseau et collaboration - par le biais des plateformes NTFP EP - discussions sur les aliments sauvages, la biodiversité et les moyens de subsistance.
- Collaboration avec le Centre pour la biodiversité de l'ASEAN (ACB) sur l'identification et le rapport des AMCE menant à une étude de cas qui a été présentée lors de la conférence de l'ACB.

**Sergio Couto (Coordinateur régional pour l'Europe)** - diapositives 26 - 27

- Création d'un réseau régional appelé « Common Lands Network », qui compte actuellement une quarantaine de membres en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Au niveau national, nous renforçons ou établissons des réseaux nationaux dans 19 pays, les communautés espagnoles étant les plus actives.
- Influencer les politiques au niveau régional - la politique agricole commune (PAC), influencer la stratégie de l'UE en matière de biodiversité pour 2030 et influencer les processus pour l'après-2020 de la CDB.
- Plateforme numérique du Common Lands Network - sera en ligne en septembre.
  - Un répertoire de personnes, d'organisations et de communautés liées aux biens communs ou aux APAC.
  - Les noms des personnes à contacter au niveau national.
  - Des cas d'études pour illustrer les valeurs défendues par les APAC - territoires de vie.

**Emmanuel Sulle (Coordinateur régional pour l'Afrique de l'Est)** - diapositives 28 - 29

- Contribution d'une étude de cas sur les ressources communautaires Ujamaa (Ujamaa Community Resource Team, UCRT) pour la publication Territoires de vie : Rapport 2021. Nous pensons que cela contribuera à une meilleure reconnaissance des APAC et des communautés autochtones et locales qui les protègent.
- 3 Membres ont demandé des subventions GSI pour la phase II.
- Première réunion en ligne des Membres au Kenya pour décider des priorités.
- En Tanzanie, des réunions nationales auront lieu plus tard cette année. Notre Membre, UCRT, a été sélectionné pour l'Initiative de conservation inclusive du Fonds pour l'environnement mondial.
- Le Consortium APAC, en collaboration avec les Membres et les sympathisants, continue de conseiller et d'apporter un soutien technique à la communauté Ekuri au Nigeria dans le cadre de notre travail de défense des territoires de vie.

**Job Morris (Coordinateur régional pour l'Afrique australe)** - diapositives 30 - 31

- Travail avec le San Youth Network, un Membre du Consortium APAC basé au Botswana. Résistance aux menaces massives qui pèsent sur les écosystèmes et le patrimoine San du fait de l'exploration et du forage de pétrole et de gaz par une société minière canadienne, ReconAfrica.
- Les San sont également confrontés à des menaces importantes dans la Réserve de chasse du Kalahari central au Botswana, en raison des expulsions illégales et du manque d'accès aux ressources et aux services sociaux.

- J'ai rejoint le Consortium APAC en octobre 2020 et j'ai pris contact avec de nombreuses organisations autochtones de la région. La COVID-19 et l'assèchement des fonds qui en a résulté ont eu un impact important sur ces organisations. Il y a 7 organisations dans la région qui sont intéressées par l'adhésion au Consortium APAC.

**Salatou Sambou (Coordinateur régional pour les milieux marins-côtiers d'Afrique de l'Ouest) -** diapositives 32 - 33

Le Sénégal compte 27 APAC - marines et côtières, d'eau douce et forestières. Le Sénégal est favorable à la gouvernance territoriale locale et à la conservation communautaire, mais des efforts sont nécessaires pour obtenir une reconnaissance juridique.

- **Activités**
  - Identification des APAC dans la zone sud-est de Niokolo koba et Tambacounda
  - Pétition pour la reconnaissance légale
  - Mission d'appui au point focal en Gambie
- **Menaces**
  - Manque de reconnaissance légale au niveau national
  - Diminution du bénévolat communautaire (génération future)
  - Absence de délimitation physique de plusieurs APAC
  - Perte des valeurs traditionnelles chez les jeunes générations
- **Aspects juridiques**
  - Pas de cadre juridique spécifique pour les APAC, juste des textes généraux (lois sur l'environnement, chasse et protection de la nature, pêche maritime, collectivités territoriales, transfert de gestion des ressources nationales, décrets et arrêtés)
  - Faible application de la reconnaissance internationale des APAC par le Sénégal (UICN et CBD)
  - Un décret local reconnaît les APAC, mais manque de subventions pour sa promotion
- **Opportunités**
  - Rédaction de la loi sur la biodiversité au Sénégal
  - Ratification de conventions internationales (CBD, etc.)
  - Existence de l'*ANAPAC-Sénégal*

**Alexis Kaboré (Coordinateur régional pour la région du Sahel) -** diapositives 34 - 35

- Renforcement des réseaux nationaux APAC - émergence de nouvelles communautés locales et de sous-réseaux qui acquièrent des compétences techniques et organisationnelles grâce à la formation, aux visites d'échange et à la gouvernance autonome. Les activités ont été largement couvertes par les médias et des recherches scientifiques ont été lancées.
- Le travail sur la reconnaissance juridique des APAC progresse avec le développement de cadres juridiques nationaux, des propositions de formes appropriées de reconnaissance et le début d'un processus de reconnaissance.
- Certaines APAC ont bénéficié d'améliorations physiques grâce au reboisement et à la pose de panneaux indicateurs.
- L'identification et la documentation de nouvelles APAC se poursuivent - inventaire écologique, cartographie, collecte de données et inscriptions dans le registre mondial des APAC.
- La phase II de la GSI a été lancée et les projets ont été sélectionnés.

**Joseph Itongwa (Coordinateur régional pour l'Afrique centrale) -** diapositives 36 - 37

- Au niveau national en RDC - nous identifions et soutenons les territoires de vie identifiés.
- La République démocratique du Congo a adopté une nouvelle loi sur les droits des Peuples Autochtones Pygmées, qui favorise également la possibilité d'une reconnaissance légale des APAC.
- Au Cameroun, nous avons un nouveau Membre - la Fondation FIDEPE.
- Nous préparons une assemblée sous-régionale en ligne du Consortium APAC. Cela préparera le terrain pour l'assemblée régionale qui aura lieu l'année prochaine pendant le Congrès des parcs

africains.

- Nous nous préparons également à la COP15 et décidons de notre position pour le cadre mondial pour l'après-2020.
- ANAPAC, le réseau national des APAC en République démocratique du Congo, se développe et mobilise les organisations des Peuples Autochtones et de la société civile pour travailler sur la biodiversité.

**Questions et discussion :**

**Grazia Borrini** (Membre d'Honneur et Conseil des sages) - Rapport et présentations magnifiques.

**Hector Vinasco** (Membre – Réseau APAC Colombie) - En Colombie, nous avons 10 communautés inscrites dans la base de données mondiale.

**Dolorès André** (Membre - UAPASHKUSS) - Y aura-t-il quelqu'un d'Amérique du Nord pour présenter un rapport aujourd'hui ? Nous sommes une Première Nation du nord du Québec. Nous avons fait beaucoup de travail pour influencer les décideurs afin qu'ils reconnaissent les Peuples Autochtones et les sites sacrés.

**Nathaniel Don Marquez** (Membre - ANGOC) - Y aura-t-il une mise à jour consolidée de l'état d'avancement du plan de travail par rapport aux trois objectifs ? **Holly Jonas** - Oui, le troisième jour de l'AG et dans le cadre des réunions de planification semestrielles du Secrétariat en juillet.

**Clovis Koagné** (Membre - FIDEPE) - Y a-t-il un plan d'action commun pays-région-Secrétariat ou chaque pays mène-t-il ses actions et ensuite on en fait une synthèse ? **Holly Jonas** - Le CR pour l'Afrique centrale est Joseph Itongwa, il se mettra en contact avec vous séparément à ce sujet.

**D. June Rubis (co-présidente du Conseil pour le domaine de travail thématique sur la documentation des territoires de vie)** - diapositives 39 - 40

Au nom du groupe de travail sur la documentation des territoires de vie. Les points forts sont les suivants :

- En partenariat avec le Centre mondial de suivi de la conservation du PNUE, nous avons organisé un atelier sur le registre des APAC et les processus d'évaluation par les pairs et de soutien en Amérique latine, en mettant l'accent sur les processus impressionnants en cours parmi plusieurs nations autochtones en Équateur.
- Publication de la version révisée et adaptée aux téléphones portables du guide de renforcement autonome pour les Peuples Autochtones et les communautés locales et leurs territoires de vie.
- Avec les contributions des Membres, nous avons participé à un article évalué par les pairs sur les impacts et les réponses à la COVID-19 qui a été publié dans le journal de l'UICN Parks en mars.
- Nous venons de publier le document Territoires de vie : Rapport 2021. Il est hébergé sur un site web spécialement conçu et comprend 17 études de cas de territoires de vie, 6 analyses nationales et sous-régionales, une analyse spatiale mondiale et un résumé exécutif. Le lancement a été annoncé lors d'un événement dédié et lors de deux conférences de presse.

**E. Sarah Alakara (co-présidente du Conseil pour le domaine de travail thématique sur le maintien des territoires de vie)** - diapositives 41 - 42

En Asie du Sud-Est, le Consortium APAC des Philippines a célébré le [mois national des Peuples Autochtones](#) (article en anglais) en organisant des événements sur la gouvernance et les systèmes alimentaires des Peuples Autochtones et sur le rôle des Peuples Autochtones et de leurs sites ancestraux dans la prévention et la réponse aux pandémies. De plus, le programme d'échange de produits forestiers non ligneux a diffusé un [court-métrage](#) (en anglais) sur le système d'agriculture en rotation des Peuples Autochtones Karen dans le nord de la Thaïlande.

En Afrique de l'Ouest, le Consortium APAC a soutenu nos Membres en Guinée et au Bénin pour organiser des activités de sensibilisation sur la COVID-19 et sur la façon dont les communautés répondent à la pandémie.

Dans le cadre de l'initiative sur les pêcheries communautaires du Consortium APAC, les Membres du Chili, de la Tanzanie et de la Malaisie ont lancé des activités de terrain et des actions au niveau politique. Trois sessions d'apprentissage et d'échange entre pairs sur les pêcheries communautaires ont porté sur les thèmes de la gouvernance, des femmes et des jeunes, de la restauration et de la revitalisation. Nous avons également publié des articles d'opinion et organisé des événements en ligne sur les impacts potentiels de la campagne 30 par 30 sur les communautés des zones côtières et marines.

Le Consortium APAC fait également partie d'un réseau émergent sur l'éducation dirigée par les autochtones, co-organisé par le Forest Peoples Programme et d'autres.

Enfin, nos Membres contribuent à promouvoir l'Année internationale des pâturages et des peuples pastoraux dans plusieurs pays et régions. En Asie, un événement spécial sera organisé le 16 juillet en l'honneur de Taghi Farvar, notre défunt cofondateur et Président.

**F. Pooven Moodley et José Aylwin (co-présidents du Conseil pour le domaine de travail thématique sur la défense des territoires de vie) - diapositives 43 - 44**

Depuis la dernière AG, le Consortium APAC a lancé des alertes et fourni différentes formes de soutien à plusieurs Peuples Autochtones et communautés locales confrontés à des menaces :

- a. Nous avons publié une alerte et apporté un soutien en coulisses au [Peuple Shuar Arutam en Équateur](#) (en anglais et espagnol), qui résiste aux projets d'exploitation minière et d'infrastructure et aux menaces pesant sur sa Présidente.
- b. Nous avons publié une lettre ouverte et une alerte pour soutenir le peuple Karen et le [parc de paix de Salween](#) en Birmanie/Myanmar, après qu'ils aient été horriblement bombardés par la junte militaire.
- c. Après que le Tumandok ait été confronté à une série d'attaques violentes et meurtrières aux Philippines, nous avons aidé les groupes locaux à élaborer une stratégie de défense et de soutien et avons envoyé une lettre à la banque coréenne qui finance un méga-barrage.
- d. Un autre processus de soutien est actuellement en cours avec la communauté Ekuri au Nigeria, qui résiste à une société d'exploitation forestière.
- e. Nous avons répondu à plusieurs autres demandes de soutien ad hoc au Guatemala, en Équateur, au [Nicaragua](#) (article en anglais et espagnol), au Venezuela, en Malaisie et en Inde, notamment en partageant des options de financement d'urgence, d'assistance juridique et technique, de communication et de sensibilisation du public.

Sur le plan international, nous avons continué à participer à la coalition Defending the Defenders, à la campagne mondiale Land Rights Now, à l'initiative Geneva Road Map et aux réseaux de la société civile qui militent pour la reconnaissance universelle du droit humain à un environnement sain.

Enfin, nous sommes très heureux d'accueillir Milka Chepkorir en tant que Coordinatrice de ce domaine de travail. Milka est issue de la communauté autochtone Sengwer et coordonne également Community Land Action Now au Kenya.

**G. Lucas Quintupuray et Josefa Tauli (co-présidents du Groupe des jeunes) - diapositives 45 - 46**

Depuis la dernière AG, l'objectif principal du Groupe des jeunes était d'organiser et de participer à plusieurs événements lors du [Sommet mondial de la jeunesse de l'UICN](#) (en anglais) en avril. Nous avons dirigé deux sessions importantes sur les territoires de vie, une sur le maintien et une sur la défense. Plusieurs jeunes autochtones ont pris la parole lors de chacune d'elles, ainsi que des sages et des sympathisants de nos adhérents. Nous avons également participé au dialogue intergénérationnel de haut niveau sur les Peuples Autochtones et la conservation, qui a offert des perspectives précieuses sur l'importance de rendre les institutions plus autochtones, de la mise en pratique des connaissances et des traditions autochtones, et des moyens significatifs de soutenir les jeunes autochtones. Luciano Régis

Cardoso, membre du Groupe des jeunes, a organisé une autre session sur les jeunes de la région panamazonienne.

Le Groupe de jeunes a également participé aux sessions d'apprentissage par les pairs du Consortium APAC sur la Convention sur la diversité biologique, qui ont été organisées conjointement avec le Global Youth Biodiversity Network. En outre, Josefa a participé en tant que représentante des jeunes à un forum sur les aliments sauvages, la biodiversité et les moyens de subsistance en Asie, co-organisé par notre Membre NTFP-EP. Enfin, nous tenons à féliciter [Vatosoa Rakotondrazafy](#), qui a récemment reçu le prix Top 100 des jeunes leaders africains de la conservation pour son travail avec le réseau MIHARI et les communautés de pêcheurs à Madagascar.

**H. Ameyali Ramos Castillo (Coordinatrice des politiques internationales)** - diapositives 47 - 48

Nous avons créé un groupe d'échange et d'apprentissage par les pairs afin de nous informer collectivement sur la CDB et le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, ainsi que sur les priorités nationales et régionales.

Nous avons une nouvelle assistante en politique internationale, Carolina Rodriguez, du réseau APAC en Colombie.

Le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 doit être adopté en octobre et nous participons activement aux négociations pour plaider en faveur d'une reconnaissance adéquate des droits des Peuples Autochtones et des communautés locales et du rôle indiscutable qu'ils jouent dans la conservation de la nature. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Forum international des Peuples Autochtones sur la biodiversité et d'autres alliés pour faire pression sur les gouvernements afin d'inclure des approches fondées sur les droits dans le cadre.

**I. Mohammad Arju (Coordinateur de la communication)** - diapositives 49 - 52

Nos communications internes et externes ont été considérablement améliorées :

- Des mises à jour régulières sont publiées sur nos plateformes en ligne
- Un soutien rapide et fiable aux Membres de la part du Coordinateur de la communication.
- Utilisation accrue des canaux de communication - listes de diffusion, emails directs, mises à jour pour les abonnés (via MailChimp) et messagerie instantanée (via WhatsApp).
- Amélioration de l'interface utilisateur de notre site web et refonte de la Newsflash
- Une plus grande capacité à répondre et à entrer en contact avec des acteurs externes pour offrir plus d'opportunités à nos Membres de promouvoir leur travail et d'en assurer la reconnaissance.
- Préparation d'un projet de stratégie de communication sur la base des retours des Membres et de l'équipe du Secrétariat, ainsi que des directives relatives aux médias sociaux.

**J. Kathia Carillo (Coordinatrice multimédia et campagnes)** - diapositives 53 - 58

L'événement principal a été le lancement du document « Territoires de vie : Rapport 2021 », qui comprenait deux conférences de presse et un événement de lancement. J'ai coordonné le plaidoyer dans les médias nationaux. Jesed Mateo a produit des illustrations qui ont été utilisées avec du contenu pour les réseaux sociaux et cette diffusion va se poursuivre.

Les deux conférences de presse étaient ouvertes aux journalistes qui ont été invités avec l'aide des Coordinateurs régionaux, des amis et des représentants des territoires de vie. Nous allons également développer un dossier de presse en 3 langues, avec des communiqués de presse, des photos, un résumé des études de cas et le résumé exécutif. L'équipe qui a travaillé sur ce dossier était composée de Kathia, Thomas, Arju, Holly et les coordinatrices de traduction Gaëlle et Daniela.

Plus de 200 personnes ont assisté au lancement et il y a eu une belle réception sur les réseaux sociaux. La préparation de l'événement a impliqué la convocation et la coordination avec les exposants, la coordination avec les présentateurs, la réalisation d'une annonce publique et la coordination avec le directeur du WCMC et avec le secrétaire exécutif de la CDB.

Enfin, au second semestre, je pourrai reprendre l'initiative d'organiser un programme d'apprentissage entre pairs sur la communication.

**K. Daniela Campos & Gaëlle Le Gauyer (traduction et interprétation en espagnol et en français) -**  
diapositives 59 - 60

Nous comptons sur le soutien de 26 collaborateurs hispanophones, 14 anglophones et 20 francophones pour nous aider dans les traductions, la relecture et l'interprétation simultanée à distance pour les événements et les réunions en direct.

Jusqu'à présent cette année, nous avons pu fournir 57 heures d'interprétation simultanée à distance dans diverses combinaisons de langues. 20 semi-bénévoles et volontaires ont soutenu les traductions de la publication Territoires de vie : Rapport 2021. La plus grande partie de ce travail a été effectué sur une base volontaire mais, pour la première fois, nous avons été en mesure d'offrir une modeste compensation pour une partie de ce travail.

**L. Sarah Ryder (Gestionnaire des programmes) -** diapositives 61 - 62

- Nous renforçons notre culture de travail autour de la compassion, de la communauté et de la solidarité.
- Alison Powell améliore nos systèmes d'administration des adhésions.
- Changements au sein du Secrétariat :
  - Emma Courtine, qui travaillait pour le Consortium APAC depuis 2013 (dernièrement en tant que Coordinatrice de l'engagement des Membres), est partie relever de nouveaux défis avec La Via Campesina.
  - Eli Enns a quitté son poste de Coordinateur régional pour l'Amérique du Nord.
  - Milka Chepkorir a rejoint le groupe en tant que Coordinatrice du domaine de travail thématique pour la défense des territoires de vie.
- Systèmes internes :
  - Nous avons organisé la toute première réunion de planification du Secrétariat avec les Coordinateurs régionaux et l'équipe internationale afin de créer des liens entre eux et de développer collectivement le Plan d'action pour 2021.
  - Afin d'améliorer les communications et de faciliter les échanges et l'apprentissage, nous organisons désormais des réunions mensuelles du Secrétariat, en alternant une réunion de l'équipe internationale et une réunion de l'ensemble du Secrétariat.
  - Nous avons commencé à organiser des points réguliers avec tous les membres du Secrétariat.
  - Nous développons et enregistrons toutes nos politiques et procédures internes afin de fournir des informations transparentes.

**M. Holly Jonas (Coordinatrice internationale) -** diapositives 63 - 67

Les quatre grandes priorités de notre stratégie de collecte de fonds sont les suivantes :

1. renforcer notre financement de fonctionnement ;
2. améliorer les liens entre la communication et la collecte de fonds ;
3. accroître le soutien financier au processus de régionalisation ; et
4. renforcer notre capacité interne de collecte de fonds.

En 2021, nous avons un total de 8 bailleurs couvrant à la fois les coûts de fonctionnement et les coûts programmatiques. Deux subventions se terminent à la fin du mois de juin, dont l'une sera suivie d'une nouvelle subvention pluriannuelle dans le cadre de l'initiative mondiale de soutien aux APAC (GSI). Sur les quatre subventions qui se terminent à la fin de cette année, nous avons une forte probabilité d'obtenir de nouvelles subventions de fonctionnement d'au moins deux de ces bailleurs de fonds. Nous avons également une forte probabilité d'obtenir une nouvelle subvention pluriannuelle pour les coûts de fonctionnement et les coûts programmatiques d'un ancien bailleur de fonds aligné avec nos valeurs. La subvention de la Fondation Oak se poursuivra jusqu'à la fin de 2023.

La forte augmentation des dépenses totales estimées entre l'année dernière et cette année est due aux changements apportés aux activités prévues l'année dernière en raison de la pandémie. Les fonds

destinés aux voyages ont été réaffectés au travail dans le pays ou reportés à 2021. Un financement important a déjà été obtenu pour l'année prochaine et l'année suivante.

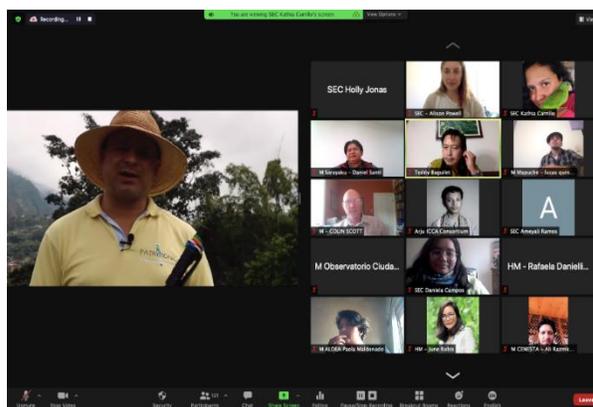
La plupart des fonds sont destinés aux activités nationales et régionales, principalement dans le cadre des subventions de la Fondation Oak et de la National Geographic Society. Nous investissons beaucoup plus dans la communication, nous minimisons le financement des voyages internationaux compte tenu du contexte mondial et nous soutenons certaines assemblées nationales et sous-régionales, lorsque nous pouvons nous le permettre. Cette année encore, toutes les réunions mondiales de l'Assemblée Générale, du Conseil et du Secrétariat se déroulent en ligne. Enfin, les dépenses totales de personnel ont augmenté par rapport à l'année dernière en raison de l'augmentation du travail, de l'arrivée de nouveaux membres dans l'équipe et de la nécessité d'améliorer progressivement les taux de rémunération.

### Motion pour prendre note du rapport sur le programme de travail 2020/2021 - approuvée (sondage 3)

#### Pleins feux sur un Membre 2 - Réseau APAC Colombie

[Cliquez ici pour voir la vidéo en espagnol](#)

Je m'appelle Héctor Jaime Vinasco, je viens du Resguardo autochtone Cañamomo Lomapieta en Colombie et je suis Coordinateur du réseau APAC Colombie que nous avons créé en 2018. Avec plusieurs autres communautés, nous avons reçu le soutien du Programme de Microfinancements. Nous sommes actuellement 20 communautés à former le réseau et il y a un nombre important d'autres communautés ayant également exprimé leur intérêt à nous rejoindre. Des partenaires tels que le CEMI, entre autres, ont également manifesté leur intérêt à travailler avec nous. Nous nous sommes principalement concentrés sur l'établissement de la structure de notre réseau, nous avons donc un Comité de coordination qui définit nos Statuts et nos règles de fonctionnement. Nous avons également élaboré un plan de travail pour tout ce qui concerne la communication, et c'est ce processus qui nous a amenés à envisager le positionnement de notre réseau au niveau national. Il y a un plan de travail avec plusieurs composantes telles que : l'organisation, la visibilité, le travail communautaire et le renforcement de chacune des APAC en tant que territoires de vie. Nous développons également un mécanisme d'évaluation par les pairs, les critères d'évaluation étant fixés par 6 communautés différentes qui ont demandé à être impliquées dans le processus et nous accompagnons également 26 communautés dans un processus de tutorat entre pairs. Il s'agit d'un magnifique processus d'articulation des nouvelles communautés qui entrent dans le réseau. Le processus de mise en réseau inclut les communautés noires/afro, les communautés agricoles rurales, les communautés autochtones, etc. Nous vous invitons à faire connaissance avec notre réseau.





## Compte-rendu de la deuxième journée : mercredi 9 juin 2021

### 14h00 Accueil par le Président, révision et adoption de l'ordre du jour, le cas échéant

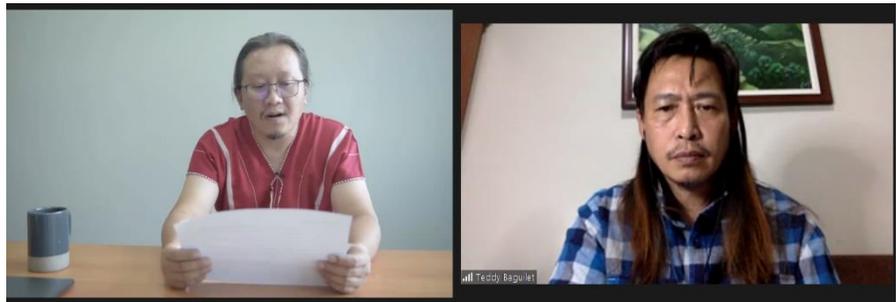
Teddy Baguilat souhaite la bienvenue à tous les participants au deuxième jour de l'Assemblée Générale et l'ordre du jour du jour est lu, aucun changement n'est nécessaire par rapport à ce qui a été convenu au début de l'Assemblée Générale.

### Pleins feux sur un Membre 3 - Parc de la Paix de Salween

[Cliquez ici pour voir la vidéo en anglais](#)

#### 1-Le Parc de la Paix de Salween attaqué

Depuis plus de 70 ans, les actes de violence et les violations des droits humains à l'encontre du Peuple Autochtone Karen sont innombrables. Ainsi, le Parc de la Paix de Salween, situé au cœur de *Kawthoolei* (union nationale karen), la terre mère des Karens, est l'aboutissement d'années d'efforts engagés par



les communautés karens autochtones, les leaders et les organisations de la société civile karen pour créer une zone où la paix, l'autodétermination et la préservation environnementale et culturelle sont une réalité. Les communautés du Parc de la Paix de Salween sont parvenues à vivre sur leurs propres terres ancestrales dans une existence pacifique avec les plantes, les animaux et les autres peuples et communautés ethniques de Birmanie, au Myanmar.

Cependant, l'armée birmane n'a jamais montré d'intérêt ou d'engagement pour la construction de la paix ou la démilitarisation des terres karens et a longtemps menacé l'intégrité environnementale de la zone du bassin de la rivière Salween. Les militaires birmans ont voulu que la zone qui est aujourd'hui le Parc de la Paix de Salween soit un site pour l'exploitation minière, l'hydroélectricité et d'autres infrastructures destructrices. Depuis 2010, et surtout depuis 2018, à travers la soi-disant transition de notre Birmanie vers la démocratie, les militaires ont intensifié leurs efforts pour étendre les infrastructures militaires à tous les territoires karens. Ils ont 45 bases et routes militaires, et s'étendent aussi dans les zones contrôlées par l'Union nationale karen (KNU) en violation explicite de l'ANC (accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale) désormais invalide.

Les meurtres de civils commis l'année dernière ont suscité l'indignation et conduit à plusieurs manifestations pacifiques de communautés karens exigeant la fin de l'occupation militaire de leurs terres et l'arrêt immédiat de la construction de routes sur leurs territoires. Les bombardements de l'armée birmane ont lieu presque quotidiennement dans les régions du nord de l'État Karen depuis décembre 2020. Les bombardements se sont poursuivis et intensifiés depuis le coup d'État militaire du 1er février, avec des attaques dans le district de Mutraw ; et depuis le 29 mars 2021, les Karens sont également terrorisés par des attaques aériennes. Depuis le 27 mars, il y a eu près de 30 attaques aériennes, plus de 15 bombes larguées, ainsi que des tirs de mitrailleuses depuis des avions. L'armée birmane a également tiré près de 600 mortiers sur des villages de fermiers, et elle a pillé le riz, l'argent, les motos et le matériel agricole des villages.

Depuis le 2 mars, les bombardements ont tué au moins 14 civils dans le seul district de Mutraw, en ont blessé 28, ont détruit 20 maisons, 2 écoles, et les réserves de riz de 5 villages ont été brûlées. L'armée birmane a également scellé les coffres des villageois et les réserves de nourriture et elle a empêché l'arrivée d'aide humanitaire tout le long de la rivière Salween.

Pas moins de 60 000 personnes sont actuellement déplacées dans les régions karens et plus de 12 000 se trouvent à la frontière. Certaines communautés ont traversé la frontière thaïlandaise, d'autres ont été repoussées par

l'armée thaïlandaise en Birmanie et d'autres encore se sont réfugiées du côté karen de la rivière Salween. À l'heure actuelle, les autorités thaïlandaises ne permettent à aucune organisation humanitaire d'atteindre les personnes déplacées ou les réfugiés, de part et d'autre de la frontière.

2-A quoi ressemble la résilience pendant cette crise ?

Le conflit et l'oppression ne sont pas nouveaux pour le Peuple Autochtone Karen, ni pour les nationalités ethniques de Birmanie, ni pour les Peuples Autochtones du monde entier. Les Karens se battent pour leurs droits depuis plus de sept décennies et ce dont nous sommes témoins aujourd'hui n'est que la dernière itération en date de l'oppression militaire birmane suite au récent coup d'État.

Les dirigeants de la communauté karen travaillent d'arrache-pied pour tenter de coordonner le partage d'informations et la communication, malgré des coupures d'Internet régulières, et pour organiser l'approvisionnement des communautés de déplacés internes du pays.

La structure de gouvernance du Parc de la Paix de Salween a continué à opérer pendant toutes ces crises pour surveiller la situation, maintenir une communication active et fournir des mises à jour régulières à l'équipe de plaidoyer. La structure de gouvernance du Parc de la Paix de Salween a beaucoup contribué à cette réponse à la crise.

Certains groupes collaborent également avec les chefs locaux pour coordonner l'approvisionnement aux déplacés internes le long de la frontière. Les Karens savent comment se cacher dans la forêt et utilisent leurs connaissances traditionnelles pour chercher de la nourriture.

Par exemple, un grand nombre d'APAC situées dans le Parc de la Paix de Salween servent de refuge à nos Peuples Autochtones en quête de sécurité. Ces zones conservées sont des lieux historiques ou des refuges pour les Karens, qui y ont survécu pendant les vagues de violence militaire des années 1990.

Grâce à des années d'efforts de conservation autochtone soutenus, ces zones sont bien conservées et regorgent de PFNL (*produits forestiers non ligneux*). La protection des territoires de vie ancestraux par les Karens leur a également permis d'offrir un soutien et un abri aux milliers de personnes du centre de la Birmanie impliquées dans le mouvement de désobéissance civile qui ont fui vers les régions karens à la recherche d'un sanctuaire approximatif dans l'épaisse forêt de *Kawthoolei*.

Certaines communautés Karens ont utilisé les traditions autochtones des tabous pour se protéger, notamment les « *taa bopa doma* », des cérémonies traditionnelles préventives, pour protéger leur communauté des attaques de l'armée birmane. Trois à six jours après les cérémonies, les étrangers ne sont pas autorisés à pénétrer sur leur territoire. Les communautés Karens ont également organisé ce type de cérémonies traditionnelles au début de la pandémie.

Dans certaines communes, les banques de riz communautaires, qui ont été créées au cours des dernières années sur la base des principes de partage et de considération des personnes de la communauté, ont aidé les gens en cas de besoin urgent. Les autorités locales, au niveau de la commune et du village, discutent de la manière et du lieu de distribution de ces réserves de riz. Les initiatives communautaires de ce type continuent à assurer la subsistance des personnes dans cette situation de conflit désespérée. Cela est particulièrement vrai dans une zone située au fin fond de *Kawthoolei* où l'accès depuis l'extérieur est très difficile. Les communautés autochtones Karens font de leur mieux pour faire face aux attaques actuelles, mais leur souffrance est bien réelle et des milliers de déplacés internes ont un besoin urgent de nourriture, de soins de santé, d'abri et d'eau potable.

Les villageois qui, ces dernières années, commençaient à peine à reconstruire leur vie, à retourner dans leur communauté d'origine et à poser les bases d'une paix durable, fuient à nouveau, traumatisés, dans la forêt et les montagnes.

3-Résister à la violence et à l'impérialisme ?

Ce coup d'État, bien qu'il ait déclenché une violence et des tragédies terribles, est une occasion rare pour le peuple opprimé de Birmanie, de s'unir contre un ennemi commun, le Tatmadaw qui déchire depuis des générations un trop grand nombre de communautés et de paysages birmans.

L'heure est venue pour de nombreux peuples de Birmanie de s'unir et l'heure est venue pour les Peuples Autochtones du monde entier de reconnaître nos luttes communes contre l'impérialisme, la violence d'État et l'exploitation capitaliste. Enfin, je conclurai ma présentation par notre appel à la solidarité :

*Nous appelons les personnes et les organisations du monde entier à faire pression sur vos gouvernements pour qu'ils décrètent un embargo mondial sur les armes à destination de la Birmanie et qu'ils imposent des sanctions à*

*toutes les entreprises qui fournissent des revenus à l'armée. Nous demandons à la communauté internationale d'éviter d'accorder toute reconnaissance ou légitimité à la junte militaire, à l'État et au conseil des ministres. Nous demandons au mouvement autochtone mondial et à la communauté internationale dans son ensemble de reconnaître le gouvernement légitime de Kawthoolei, l'Union nationale karen, et de reconnaître Kawthoolei comme un territoire autochtone légitime et autodéterminé. Nous demandons au Consortium APAC de continuer à soutenir et à être solidaire avec le Peuple Autochtone Karen qui est attaqué. Sans une gouvernance communautaire efficace du Parc de la Paix de Salween, un écosystème d'importance mondiale pour la conservation sera détruit.*

#### Commentaires :

**Alex Alvarez** (Membre - FENAMAD) - Peut-on partager la vidéo pour consulter des spécialistes des Peuples Autochtones ?

**Hector Vinasco** (Membre – Réseau APAC Colombie), **Teddy Baguilat**, **Neville Yapp** (Membre - LEAP SPIRAL), **Jailab Rai** (Membre - Forest Action Nepal et Réseau APAC Népal), **Áurea Garcia** (Membre - Mupan), **Gordon John Thomas** (Membre - PACOS Trust), **Dewi Sutejo** (Membre - WGII), **Emmanuel Sulle** (Membre d'Honneur), **Giovanni Reyes** (Membre - KASAPI) et d'autres ont exprimé leur solidarité avec le peuple Karen.

### Rapport du Conseil sur l'évolution de la gouvernance du Consortium APAC

**Sudeep Jana Thing** (Secrétaire intérimaire du Conseil)

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

Structure et composition du Conseil :

- D'après les Statuts, le Conseil compte un minimum de 7 et un maximum de 30 membres. Le Conseil se compose actuellement de 5 membres du Comité exécutif, de 19 représentants régionaux et de 6 représentants thématiques. Après la dernière AG, le Conseil comptait 24 Membres sur un maximum de 30.
- 3 comités permanents :
  - Le Comité exécutif - Président, Secrétaire, Trésorier, Président du Comité des adhésions et Président du Comité des politiques et des programmes.
  - Le Comité des adhésions avec des représentants régionaux et thématiques du reste du Conseil.
  - Le Comité des politiques et des programmes avec des représentants régionaux et thématiques du reste du Conseil.
- Démissions du Conseil : **Tsiorisoa Mihanta Bakoliarimisa** en tant que Présidente du Comité des politiques et programmes, **José Aylwin** en tant que Co-président du domaine thématique sur la défense des territoires de vie et **Sudeep Jana Thing** en tant que Représentant régional pour l'Asie du Sud et Secrétaire du Conseil (démission prenant effet au 10 juin 2021).
- Seulement un quart environ des membres du Conseil sont des femmes et la moitié sont autochtones ou issues de communautés locales. Nous nous engageons à renforcer la représentation de ces deux catégories lors du prochain appel à nominations au Conseil.
- Les réunions du Conseil ont eu lieu sur une base trimestrielle en décembre, février et mai. Le Comité exécutif a poursuivi ses réunions quasi-mensuelles de 2020 à 2021, avec six réunions depuis la dernière AG. Ces réunions ont abordé des sujets de fonctionnement tels que les mises à jour du programme et du financement, les préparatifs de fond pour l'Assemblée Générale, ainsi que des conversations plus profondes concernant l'engagement du Conseil.

Les principaux accomplissements du Conseil et du Comité exécutif depuis la dernière AG sont les suivants :

- Préparation des projets de Procédures de gouvernance et des Principes et procédures d'adhésion, et notamment le processus de consultation ouvert pour aider à construire un consensus sur ces documents avant l'AG. Le projet des Procédures de gouvernance inclut certains changements dans les rôles au sein du Conseil. La mise en œuvre de ces changements nécessitera une période de transition pour arriver à

harmoniser la composition du Conseil avec les Procédures de gouvernance. Le Conseil convoquera probablement une Assemblée Générale Extraordinaire plus tard dans l'année pour travailler sur ces changements ;

- Préparation des révisions des Statuts pour assurer l'harmonisation avec le projet des Procédures de gouvernance ;
- Élaboration d'une définition du consensus et des détails sur la manière dont les décisions par consensus seront prises lors de l'Assemblée Générale en ligne ;
- Préparation de cette AG, notamment en veillant à ce que les nominations au Secrétariat et à la Vice-présidence soient complètes ;
- Finalisation du premier appel à candidatures et nominations de 2021 ; et
- Amélioration de la planification et de la préparation de ces réunions et renforcement du soutien administratif et d'interprétation du Secrétariat.

#### Commentaires et questions :

**Teddy Baguilat** - a remercié Sudeep, José et Mihanta pour leur excellent travail et leur engagement.

#### Motion pour prendre note du rapport du Conseil - approuvée (sondage 4)

#### Rapport du Trésorier pour 2020

**Colin Scott (Trésorier)**

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

- **Le revenu total a augmenté de 13,7 % et les dépenses ont augmenté de 12,1 % de 2019 à 2020** (revenu total de 340 623,59 USD et dépenses totales de 335 475,86 USD en 2020 ; contre un revenu total de 299 676,70 USD et des dépenses totales de 299 201,91 USD pour 2019).
- La grande majorité des recettes totales (340 623,59 USD) est constituée de subventions à usage restreint provenant de divers donateurs du Consortium APAC, c'est-à-dire de fonds reçus de tiers par le Consortium APAC et devant être utilisés à des fins spécifiques conformément aux conditions liées aux subventions.
- Les autres revenus à usage non restreint, provenant des contributions des Membres et des intérêts sur les fonds du Consortium APAC, se sont élevés à 951,66 USD.

Le passif des subventions à la fin de l'année 2020 a considérablement augmenté en raison des nouvelles subventions reçues, mais il y a eu des limitations sur les activités normales (en raison de la COVID) au cours de l'année. Les accords avec les financeurs ont tous été signés et les subventions sont donc comptabilisées en totalité dans la section du passif du bilan. Les fonds non encore utilisés de ces subventions sont présentés comme des subventions à recevoir dans la partie active du bilan.

Statut des subventions à usage restreint :

- L'activité pour les différentes subventions de projets pluriannuelles du Consortium APAC est représentée dans les tableaux de droite, avec les montants totaux des subventions dans la colonne de gauche, suivis des dépenses cumulées jusqu'à fin 2019, puis des dépenses 2020, et enfin des soldes restants pour chaque subvention à la fin de l'année.
- Parmi les comptes de subventions à usage restreint en cours en 2020, des soldes sont restés sur les comptes de subventions The Christensen Fund 2016/2019 (TCF), PNUD GSI – Initiative APAC Mondiale, Grand Houroum, TCF/SVCF, PNUD GSI, National Geographic, SwedBio 2019-21, TIKVA 2020, ILC, Oak Foundation et Anonyme 2019-21.

Événements affectant le flux des dépenses pour 2020 :

- Une nouvelle subvention substantielle de la Fondation Oak, ainsi que de nouvelles subventions de National Geographic et de l'International Land Coalition, se reflètent dans l'augmentation globale des recettes et des dépenses pour 2020. Les fonds non encore reçus ou utilisés de ces subventions sont reflétés dans l'augmentation globale de l'actif et du passif.

- Le passif des subventions à la fin de l'année 2020 a considérablement augmenté en raison des nouvelles subventions reçues, mais il y a eu des limitations sur les activités normales (en raison de la COVID) au cours de l'année.
- La COVID a entraîné une réduction significative du pourcentage des dépenses consacrées aux voyages et aux réunions en 2020, par rapport à l'année précédente. À l'inverse, les pourcentages de dépenses consacrées aux services et conseils, ainsi qu'aux communications, publications et publicité, ont augmenté.
- Le Consortium APAC a octroyé une sous-subvention à une organisation Membre pour la première fois en 2020. Cette nouvelle initiative sera poursuivie à l'avenir dans le cadre de l'initiative soutenue par la Fondation Oak sur les petites pêcheries.

**Motion pour prendre note du rapport pour 2020 du Trésorier proposée par Tafo Mihaavo (Membre), appuyée par Emmanuel Sulle (Membre d'Honneur).**

**Motion pour prendre note du rapport du Trésorier pour 2020 - approuvée (sondage 5)**

### Rapport de l'Auditeur des comptes

Marc Foggin (Auditeur des comptes)

[Cliquez ici pour lire le rapport complet](#)

En tant qu'Auditeur des comptes du Consortium APAC, j'ai examiné les comptes du Consortium APAC et lu le rapport du Trésorier. Les rapports d'audit indépendants fournis par SIG Fiduciaire, Genève, Suisse, couvrant tous les comptes de l'organisation pour 2020 n'ont pas encore été finalisés. Je suis d'accord avec le rapport du Trésorier qui, à mon avis, présente de manière claire et précise les opérations financières et les résultats courants du Consortium APAC pour l'année 2020 et, d'après mon examen des documents et chiffres clés, les comptes semblent être en ordre.

J'apprécie tout particulièrement le travail de Colin Scott et d'Anne Meier, respectivement Trésorier et Comptable du Consortium APAC, pour leur diligence à tenir les comptes et à rendre compte des opérations financières du Consortium.

En examinant les finances de 2020, notons bien que le Consortium APAC bénéficie d'un large éventail d'appuis, notamment des subventions (à la fois sans restriction ou à usage restreint) de l'International Land Coalition, la National Geographic Society, la Fondation Silicon Valley Community, Sida, par le biais de SwedBio. du Stockholm Resilience Centre, le Christensen Fund, la Fondation Oak, TIKVA Grassroots le fonds Empowerment de la Fondation TIDES, le PNUD-GSI, ainsi qu'un donateur anonyme. Actuellement, comme il est expliqué plus en détails dans le rapport du Trésorier, les recettes totales ont augmenté de 13,7 % et les dépenses de 12,1 % en 2020 par rapport à 2019 ; ce qui montre que l'actif et le passif sont convenablement équilibrés.

Les dépenses effectuées en 2020 ont permis (i) la participation des Membres et des membres du Secrétariat à la CDB ; (ii) l'organisation et l'accueil de l'Assemblée Générale 2020 du Consortium APAC ; (iii) la production de divers rapports et publications, notamment le guide et les travaux sur le Processus de renforcement autonome et le rapport phare du Consortium APAC ; (iv) le soutien direct aux organisations Membres avec des dépenses nettes de 43 800 USD financés par des subventions de Sida par le biais de SwedBio du Stockholm Resilience Centre, du Fonds pour l'environnement/PMF/GSI du PNUD, et First Peoples Worldwide (Grand Houroum) ; et plus encore. Outre les aspects financiers susmentionnés, je souhaite également souligner une fois de plus à quel point le travail entrepris par le Consortium APAC et ses Membres sont de nature mondiale et extrêmement diversifiés, et surtout que sa portée s'étend bien au-delà de ce qui peut être convenablement saisi dans les dossiers financiers ou les documents de projet. Ainsi, le fondement des activités et des réalisations régionales et mondiales du Consortium APAC continue à s'incarner dans l'extraordinaire engagement bénévole et semi-bénévole de ses Membres, de ses Membres d'Honneur et de son Secrétariat qui promeuvent une reconnaissance et un soutien appropriés aux APAC - territoires de vie.

### Commentaires et questions :

**Terence Hay-Edie** (Membre d'Honneur) - a pris acte des rapports détaillés de Colin et Marc. La GSI sera renouvelée et fournira son soutien jusqu'à la fin de 2023.

## Définition et processus du consensus

**Colin Scott** (Membre de l'ExCo)

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

Depuis les débuts du Consortium APAC, notre prise de décision est basée sur un processus de construction de consensus. Nous utilisons cette approche dans les questions quotidiennes d'organisation et de gouvernance. Les décisions majeures, telles que les révisions de nos Statuts ou les nouveaux documents de principes et procédures, sont prises par l'Assemblée Générale, notre organe de décision éminent. Colin a expliqué le processus qui sera suivi dans le cadre de cette AG en ligne et des futures AG en ligne pour s'assurer que le consensus est atteint. Veuillez consulter la présentation pour une explication complète en anglais, espagnol et français.

#### Description of consensus

"Consensus has been achieved when there is **general agreement** as well as an **explicit lack of disagreement** about a specific decision. Reasonable measures should have been taken to respond to any objections raised."

#### Descripción del consenso

"El consenso se logra cuando existe un **acuerdo general**, así como una **ausencia explícita de desacuerdo** sobre una decisión específica. Deben haberse tomado medidas razonables para responder a las objeciones planteadas."

#### Description du consensus

"Le consensus est atteint lorsqu'il y a un **accord général**, ainsi qu'une **absence explicite de désaccord** sur une décision spécifique. Des mesures raisonnables doivent avoir été prises pour répondre à toute objection soulevée."



### Points clés de la discussion :

**Mina Esteghamat** (Membre - Zipak) - Elle mentionne que les deux tiers sont suffisants pour prendre une décision, est-ce la même chose pour une réunion en présentiel ? **Teddy Baguilat** - Oui, c'est la même chose et cela reflète ce qui est indiqué dans nos Statuts.

**Neema Pathak Broome** (Membre - Kalpavriksh) - Comment décidons-nous, ou qui décide, quelles sont les « mesures raisonnables » à prendre en cas d'objections ? **Teddy Baguilat** - Avant de procéder à un vote, nous avons une discussion qui dure aussi longtemps que nécessaire pour permettre à toutes les réserves d'être exprimées.

Le sondage 6 a été ouvert et une personne a répondu qu'elle ne comprenait pas la définition et le processus du consensus. **Teddy Baguilat** demande à cette personne d'expliquer sa confusion.

**Carolina Huenucoy** (Membre - Communauté Kawésqar Residente de Puerto Edén) - demande plus d'explications et une réponse à la question : comme le consensus se fait par la majorité, qu'arrive-t-il à la minorité ? **Colin Scott** – L'approbation peut être totale, les personnes qui ne sont pas d'accord avec la décision mais ne la bloqueront pas et les personnes qui s'abstiennent pour une raison quelconque. Si quelqu'un souhaite bloquer la décision, il peut le faire et demander une discussion supplémentaire. Des limites de temps seront fixées pour les discussions, le cas échéant, et tous les efforts seront faits pour inclure autant de personnes que possible dans la discussion. Le sondage Zoom est utilisé pour « vérifier » si nous avons atteint un consensus après la discussion. Le Président avance alors en fonction des résultats du sondage, comme expliqué précédemment. Carolina accepte l'explication et retire son objection.

**Teddy - Nous avons maintenant 100% d'acceptation de la définition et du processus du consensus - approuvés (sondage 6)**

## Révisions des Statuts

**Teddy Baguilat (Président)**

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

### Proposition de modification de l'article 10 des Statuts du Consortium APAC

Pas de questions

**Motion d'accepter les modifications de l'article 10 des Statuts proposée par PAFID (Membre) et ALDEA (Membre), appuyée par Kalpavriksh (Membre).**

**Motion d'accepter les modifications de l'article 10 des Statuts - approuvée (sondage 7)**

### Proposition de modification de l'article 11 des Statuts du Consortium APAC

**Questions et commentaires :**

**Giovanni Reyes** (Membre - KASAPI) - demande des éclaircissements sur la signification des « politiques organisationnelles non statutaires ». **Teddy Baguilat** - Les modifications des Statuts doivent être décidées par une AG. Les politiques organisationnelles non statutaires peuvent être approuvées par le Conseil. **Holly Jonas** - Des exemples sont la Politique de genre et la Politique de défense des territoires de vie et de leurs défenseurs. Il y aurait un processus de consultation avec les Membres avant l'approbation par le Conseil. **Giovanni Reyes** - La formulation devrait être modifiée pour éviter les malentendus. **Grazia Borrini (Membre d'Honneur et Conseil des sages)** - Tout ce qui n'est pas dans les Statuts est NON statutaire. **Holly Jonas** - Nous pourrions ajouter une note de bas de page aux Procédures de gouvernance pour clarifier ce point plutôt que de l'inclure dans les Statuts. **Giovanni Reyes** - C'est exactement ce que je souhaite.

**Clovis Koagné** (Membre - FIDEPE) - Un autre exemple pourrait être l'acceptation d'un partenariat qui apporte un soutien au-delà du budget validé par l'Assemblée Générale. Le Conseil prendrait une décision avant la prochaine AG pour accepter ou refuser la collaboration avec ce partenaire. Il devrait s'agir d'engagements qui ne remettent pas en cause la vision et les objectifs du Consortium APAC.

**Khalid Khawaldeh** (Membre – Coopérative locale et communautaire Dana et Qadisayah) - Habituellement le Conseil ne décide pas des politiques, ce devrait être l'AG - pour le genre, etc. également. S'agit-il d'un nouveau changement ? **Holly Jonas** - Ce n'était pas spécifié auparavant dans les Statuts ; nous essayons d'ajouter plus de clarté et de spécificité maintenant. **Teddy Baguilat** - Le Conseil peut décider de la création de comités et de politiques (non statutaires). **Khalid Khawaldeh** - Lorsque l'AG ne peut se réunir, le Conseil peut prendre des décisions sur les politiques, mais celles-ci doivent être ratifiées par l'AG à la première occasion. **Teddy Baguilat** - Il y a certaines politiques qui relèvent du mandat du Conseil. **Holly Jonas** - Pour référence, les pouvoirs de l'Assemblée Générale sont spécifiés dans l'article 8 des Statuts et il y a plus de détails disponibles dans le point 5 des Procédures de gouvernance. **Teddy Baguilat** - Ces propositions sont le résultat de longues discussions au sein du Conseil et des décisions qu'il a prises. **Khalid Khawaldeh** - Toute politique proposée par le Conseil doit être approuvée par la prochaine AG. **Holly Jonas** - suggère d'ajouter cela aux procédures de gouvernance plutôt qu'aux Statuts. **Khalid Khawaldeh** accepte cette suggestion.

**Grazia Borrini** - J'apprécie beaucoup l'opportunité que nous avons tous eue de discuter de ces questions par écrit et en personne avant l'AG. Je suggère à chacun qu'ils auraient dû profiter de cette opportunité si quelque chose leur déplait.

**Motion d'accepter les changements à l'article 11 des Statuts proposés par CENESTA (Membre), appuyée par KASAPI (Membre) et NTFP-EP (Membre).**

**Motion d'accepter les modifications de l'article 11 des Statuts - approuvée (sondage 8)**

[Cliquez ici pour voir les nouveaux Statuts approuvés](#)

**Procédures de gouvernance**

**Sudeep Jana Thing (Secrétaire intérimaire du Conseil)**

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

**Points clés de la discussion :**

**Teddy Baguilat** explique à nouveau le long processus de consultation qui a inclus les Membres, le Conseil, l'ExCo et le Conseil des sages. Nous devons approuver ce document dans son ensemble afin que le Consortium puisse fonctionner sans heurts. En considération des recommandations de Khalid Khawaldeh et Giovanni Reyes, nous ajouterons des notes de bas de page aux Procédures de gouvernance avec des exemples de politiques non statutaires et la précision selon laquelle les politiques approuvées par le Conseil devraient être soumises à une AG ultérieure pour acclamation. Y a-t-il des objections ?

Aucune objection n'a été soulevée.

**Motion d'approbation des procédures de gouvernance proposée par CENESTA (Membre), appuyée par KASAPI (Membre)**

**Motion d'approbation des procédures de gouvernance - approuvée (sondage 9)**

[Cliquez ici pour consulter les Procédures de gouvernance approuvées](#)

**Pleins feux sur un Membre 4 - Sinjajevina**

[Cliquez ici pour voir la vidéo en anglais](#)

Bonjour, je m'appelle Milan Sekulovic de l'initiative civique Save Sinjajevina du Monténégro. Nous nous battons en ce moment pour la montagne Sinjajevina. Sinjajevina est la plus grande zone montagneuse des pâturages balkaniques et la deuxième plus grande en Europe.

Jusqu'en 2018, nous vivions sur nos montagnes très paisiblement et pas dérangés par l'État. Malheureusement, nous avons un problème de dépeuplement de la montagne qui a commencé à l'époque de la Yougoslavie, lorsque nous avons eu une grande industrialisation et que beaucoup de gens sont partis des villages, des montagnes vers les villes pour travailler dans les grandes usines. Aujourd'hui, nous avons 250 familles qui utilisent Sinjajevina. Ce n'est pas un espace vide ; il a simplement une démographie très faible.

En 2017, le Monténégro a rejoint l'OTAN sans référendum. En 2018, notre gouvernement a commencé à élaborer des plans pour transformer Sinjajevina en terrain d'entraînement militaire. Tout s'est donc passé très vite. Dès la première rumeur selon laquelle Sinjajevina allait devenir un terrain d'entraînement militaire, nous avons commencé à organiser le mouvement Save Sinjajevina. Au début, il s'agissait d'un mouvement non officiel composé d'agriculteurs et de personnes ayant grandi à Sinjajevina ou ayant un lien avec Sinjajevina.

Lorsque le ministère de la défense du Monténégro a officiellement confirmé en mars 2019 que Sinjajevina deviendrait définitivement un terrain d'entraînement militaire, nous avons commencé à mener les premières actions. En mai 2019, nous avons organisé une première manifestation à Sinjajevina, dans le *katun* Okrubriak. Après cette manifestation, nous avons lancé une pétition. Nous sommes un très petit pays, nous n'avons qu'un demi-million de citoyens. Nous attendons de notre gouvernement qu'il écoute les gens, mais nous nous retrouvons dans une situation où le gouvernement ignore absolument la pétition et en septembre, il a officiellement déclaré Sinjajevina comme terrain d'entraînement militaire. Quelques jours plus tard, le 27



septembre, le terrain d'entraînement militaire est devenu officiel parce qu'ils y ont eu leur premier exercice sur la montagne, mais c'était un exercice minime, sans bombe, juste les soldats faisant une sorte de parade. Et nous avons sur Sinjajevina des troupes des États-Unis, d'Autriche, de Slovaquie, d'Italie, de Macédoine du Nord et du Monténégro.

Le Monténégro a une très petite armée d'à peine 200 soldats et nous n'avons pas besoin d'autant d'espace pour un terrain d'entraînement militaire. C'est à ce moment-là que nous avons vu la plateforme et l'avion de l'OTAN. Nous avons donc commencé par établir des liens avec des organisations européennes.

Nous bénéficions d'un très grand soutien de la part du Consortium APAC et de l'International Land Coalition, de Land Rights Now et de Common Lands Network. Ils nous soutiennent dans notre mouvement et nous donnent des conseils pour nos prochaines actions. En même temps, nous travaillons au niveau politique, donc nous avons pris contact avec les Verts européens et le Parlement européen. En février 2019, nous avons eu une réunion avec une délégation du Parlement européen.

En parallèle, nous avons développé un lien fort avec les Verts européens d'Autriche. L'année dernière, nous avons organisé nos activités les plus importantes. L'été dernier, Land Rights Now nous a contactés et nous a proposé de lancer une campagne européenne et mondiale pour Sinjajevina. Nous avons donc commencé par des pétitions et une campagne sur les réseaux sociaux. Tout cela a débuté le 6 octobre et, deux jours plus tard, nous avons reçu des nouvelles du gouvernement. Ils ont dit que Sinjajevina leur appartenait et que nous allions avoir des exercices militaires, avec des bombes et plein d'autres choses. Et cela était le signal d'alarme. Et aussi, cela annonçait qu'il était temps de faire une autre campagne, donc nous avons gardé un contact permanent avec nos partenaires. Lorsque nous avons commencé une campagne en Europe et dans le monde, notre gouvernement a décidé d'organiser l'exercice militaire à Sinjajevina en même temps. Ils ont dit qu'ils iraient sur la montagne le 18 octobre. Nous sommes donc allés sur la montagne le 16 octobre et nous les avons attendus. C'est ainsi qu'a commencé notre plus grand combat au cours de ces trois années, car lorsque nous sommes allés sur la montagne, nous avons entendu tous les jours des rumeurs : « les militaires arrivent », « les militaires ne viendront pas », et nous sommes restés sur la montagne pendant 51 jours. C'était un moment très difficile parce qu'il faisait très froid, parce que parfois la température descendait à moins 10 degrés Celsius, et nous avons presque enchaîné un jour de soleil avec un jour de pluie puis un jour de neige et c'était un environnement très inhospitalier, parce que c'est la montagne et l'hiver était là. Mais c'était notre premier grand combat contre l'État et l'armée, et nous avons gagné. Il est donc temps de mener d'autres batailles. Ce n'est pas la fin. Ce n'est qu'une bataille, mais la guerre continue. Le gouvernement ne fait toujours rien au sujet du terrain d'entraînement militaire à Sinjajevina. Nous espérons qu'il protège Sinjajevina et qu'il revienne sur sa décision de créer le terrain d'entraînement militaire sur notre montagne. C'est notre combat maintenant et pour cela nous avons besoin du soutien de l'Europe et du reste du monde. Nous pensons que Sinjajevina est un patrimoine mondial, pas seulement celui du Monténégro. Nous demandons donc à l'Union européenne de refuser au Monténégro de faire partie de l'UE tant qu'il ne protège pas Sinjajevina.

Cette année, nous avons également organisé de nouveaux camps, mais nous pensons que la situation sera plus détendue, sans manifestation, et nous avons bon espoir que le nouveau gouvernement s'engage à protéger Sinjajevina et les autres modes de vie.

**16h59 Le Président suspend l'Assemblée Générale jusqu'au jeudi 10 juin 2021**



## Compte-rendu de la troisième journée : Jeudi 10 juin 2021

### 14h10 Accueil par le Président, révision et adoption de l'ordre du jour, le cas échéant

*Sudeep Jana Thing a assuré la présidence de la réunion au nom de Teddy Baguilat qui a été temporairement retardé.*

Sudeep Jana Thing souhaite la bienvenue à tous les participants à la troisième journée de l'Assemblée Générale et l'ordre du jour de la journée est lu, aucun changement n'est nécessaire par rapport à ce qui a été convenu au début de l'Assemblée Générale.

### Pleins feux sur un Membre 5 - République démocratique du Congo

[Cliquez ici pour voir la vidéo en français](#)



Merci beaucoup de m'avoir donné l'occasion de participer à notre Assemblée Générale. Je suis Monsieur Joseph Itongwa, Coordinateur sous-régional du Consortium pour les écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

Nous sommes heureux de participer à cette session de l'Assemblée Générale de notre Consortium. C'est une occasion pour donner à voir quelques avancées de certains pays au niveau de notre mouvement et notamment pour le Membre ANAPAC en République démocratique du Congo. Nous avons participé à un

grand plaidoyer qui a regroupé les organisations des droits des Peuples Autochtones, y compris l'Alliance nationale africaine de promotion des aires du patrimoine autochtone et communautaire (ANAPAC).

Cette année a été marquée par de grands résultats : l'adoption par l'Assemblée nationale de la République Démocratique du Congo de la loi portant principes de protection et de promotion des droits des Peuples Autochtones Pygmées en RDC. Ce plaidoyer a pris beaucoup de temps : cela a pris 10 ans de travail acharné, de mobilisation et de lobbying pour que cette reconnaissance légale soit effective. La loi qui a été adoptée le 7 avril 2021 - c'est-à-dire cette année - garantit beaucoup des droits des Peuples Autochtones, notamment les droits civils et politiques - c'est-à-dire le droit de participation à la gestion de la chose publique -, les droits économiques, sociaux et culturels.

Ce qui nous intéresse le plus dans notre mouvement, c'est que les droits culturels sont garantis. Vous savez que les APAC fondent leur base sur le lit culturel des territoires de vie. La loi garantit aussi le droit à l'environnement des Peuples Autochtones mais aussi, et c'est encore plus important, les droits à la terre et aux ressources naturelles des territoires traditionnels des Peuples Autochtones.

Ces dispositions sont vraiment pertinentes et donnent déjà la base pour un fondement juridique à la reconnaissance légale des APAC. Vous savez bien sûr que la reconnaissance légale des APAC constituait jusque-là un défi. On est en train d'appuyer, de promouvoir, de valoriser les territoires de vie des Peuples Autochtones - où se trouvent les moyens de subsistance et les lieux culturels - mais ces territoires faisaient face et font face jusque-là à des problèmes de menaces diverses et parmi ces menaces : la sécurisation légale.

C'est vrai que c'est un pas. Vous trouverez même dans certaines dispositions comme celles de l'article 50 : cet article garantit et même oblige l'État congolais à la sécurisation juridique des territoires traditionnels des Peuples Autochtones. Cela constitue déjà une base pour des textes spécifiques et des arrêtés ministériels qui devront reconnaître les APAC et leur sécurisation légale. Et ça, c'est une avancée vraiment pertinente. Cela va permettre que les travaux, les APAC et l'accompagnement des communautés détentrices des APAC soient vraiment plus rassurants.

Alors, il y a des étapes qui restent. Ça, c'est une étape déjà, celle de l'Assemblée nationale. La loi a été transmise au bureau du Sénat. Le Sénat va faire la deuxième lecture avant même sa promulgation par le chef de l'État après que cela soit passé par la Cour constitutionnelle de notre pays. Et quand la loi sera promulguée, ça sera vraiment

mener un autre travail de mobilisation. C'est-à-dire qu'il faut que la loi soit appliquée et que les dispositions de la loi puissent mener à des textes réglementaires qu'on appelle des arrêtés, des dispositions et mener à la mise en application. Et aussi, ça doit être suivi par des programmes, c'est-à-dire des programmes d'action pour matérialiser les différentes dispositions.

Ce qui veut dire que nous remercions le Consortium - nous le remercions tout au long du travail - parce que le Consortium nous a appuyé au cours du processus de plaider pour l'adoption de la loi en analysant certaines dispositions qui devraient être là et qui doivent être la base de la sécurisation des APAC. Et si certaines dispositions sécurisant les APAC sont dans la loi, c'est vraiment grâce à ce plaider que nous avons réussi à soutenir avec le Consortium APAC l'année passée.

Et nous pensons que nous avons encore besoin du Consortium pour la suite du travail parce que nous devons arriver à matérialiser, notamment l'effectivité et surtout le plaider pour l'application de cette loi.

Merci.

*Teddy Baguilat a repris la présidence de l'Assemblée Générale.*

## Principes et procédures d'adhésion

**Aman Singh (Président du Comité des adhésions)**

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

Les Principes et procédures d'adhésion sont un nouveau document organisationnel. Il reprend certaines parties des Lignes directrices opérationnelles actuelles et les transpose dans un document distinct entièrement consacré aux questions d'adhésion. Les Principes et procédures d'adhésion et le projet des Procédures de gouvernance, remplaceront tous les deux les Lignes directrices opérationnelles actuelles une fois adoptés.

### Points clés de la discussion :

**Teddy Baguilat** – Les Principes et procédures d'adhésion viendront compléter et remplacer les Lignes directrices opérationnelles. Nous espérons que tous les Membres ont lu le document proposé. Y a-t-il des objections à l'approbation de ce document ?

**Neville Yapp** (Membre - LEAP SPIRAL) - Il serait bon que nous puissions également maintenir un équilibre dans la représentation des Peuples Autochtones et des communautés locales.

**Motion d'approbation des Principes et procédures d'adhésion proposée par PACOS Trust (Membre), appuyée par NCCAF (Membre).**

**Motion d'approbation des Principes et procédures d'adhésion - adoptée (sondage 10)**

[Cliquez ici pour consulter les Principes et procédures d'adhésion approuvés](#)

## Plan d'action et budget proposés pour 2021/2022

**Holly Jonas (Coordinatrice internationale)**

[Cliquez ici pour voir la présentation complète](#)

Nous tenons désormais l'Assemblée Générale en milieu d'année pour nous conformer à la loi suisse et l'AG est chargée d'approuver le plan et le budget pour l'année suivante. Cela signifie que nous avons un calendrier un peu délicat, de mi-2021 à mi-2022. Nous avons un plan d'action détaillé pour 2021 et nous développerons un plan plus détaillé pour 2022 à la fin de cette année avec l'équipe complète. Le plan d'action sera révisé en permanence au sein du Secrétariat et des mises à jour régulières seront fournies au Comité exécutif et au Conseil. Dans le cadre du plan d'action, nos activités pour l'année à venir seront les suivantes :

1. **Renforcer notre soutien multiforme au mouvement pour les territoires de vie des Peuples et communautés autochtones.**

- Soutenir les efforts aux niveaux local, national et régional par le biais de l'initiative de soutien mondial aux APAC et de l'initiative pour les pêcheries communautaires.
  - Continuer à soutenir les communautés qui défendent leurs territoires de vie, notamment par une initiative de collaboration avec Natural Justice en Afrique.
  - Mettre en place des événements et des groupes d'apprentissage et d'échange entre pairs sur des sujets spécifiques.
- 2. Accroître notre influence et notre impact sur les principaux processus décisionnels nationaux et mondiaux qui concernent les territoires de vie et leurs gardiens.**
- Initier la deuxième phase de la campagne de communication et de sensibilisation dans certains pays et au niveau international, en s'appuyant sur notre nouveau rapport « Territoires de vie : Rapport 2021 ».
  - Soutenir les réseaux nationaux et leurs efforts pour influencer les cadres politiques et juridiques dans certains pays - de nouvelles subventions sont attendues pour soutenir ce domaine de travail.
  - Renforcer les capacités des Membres à s'engager dans la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et dans le processus d'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et identifier les principales opportunités pour la phase de mise en œuvre.
  - Développer une position et un programme sur la justice en matière de conservation - de nouvelles subventions sont attendues pour soutenir ce domaine de travail.
- 3. Améliorer notre gouvernance organisationnelle et nos systèmes de gestion au service de nos Membres.**
- Revoir le plan stratégique actuel et élaborer un nouveau plan stratégique avant la fin de 2021.
  - Mettre en œuvre les Procédures de gouvernance et les Principes et procédures d'adhésion récemment approuvés et élaborer des documents pour les rendre accessibles aux adhérents et au Conseil.
  - Organiser des réunions mensuelles de l'ExCo et ainsi que des réunions trimestrielles du Conseil avec un soutien administratif et linguistique.
  - Finaliser les principes et procédures pour les systèmes de gestion du Secrétariat avant la fin de 2021.
  - Organiser des revues de milieu d'année et de fin d'année et des sessions de réflexion/planification au sein du Secrétariat.
  - Organiser des sessions de renforcement des compétences pour le Secrétariat - planification stratégique, collecte de fonds, communication, etc.
  - Envisager le développement d'un programme de bourses d'études et de leadership pour les jeunes autochtones et des communautés locales.
  - Sécuriser les besoins de financement de fonctionnement pour 2022 et 2023 et un certain soutien financier pour les assemblées régionales.
- 4. De plus :**
- Deux appels à candidatures et nominations avec des événements de bienvenue - juillet-sept 2021 et février-avril 2022.
  - Préparer des documents d'introduction pour les Membres potentiels et les nouveaux Membres dans plusieurs langues.
  - Préparer un rapport multimédia sur l'histoire du Consortium APAC.
  - Améliorer notre identité organisationnelle et visuelle avec notamment un nouveau logo, si possible.

Un aperçu du budget pour 2021 et 2022 :

- Priorités de la stratégie de collecte de fonds - renforcer le financement de fonctionnement ; améliorer les liens entre la communication et la collecte de fonds ; augmenter le financement du processus de régionalisation ; et renforcer la capacité interne de collecte de fonds.
- 967 000 USD sont garantis pour 2021 et plus de 650 000 USD sont garantis pour 2022.

- La plupart des fonds sont consacrés aux activités dans les pays, aux activités régionales et aux frais de personnel pour notre Secrétariat de 24 personnes. Il y a une forte augmentation du budget en raison de la réaffectation des fonds de 2020.
- Les dépenses totales en 2022 devraient être similaires à celles de 2021. La somme de 650 000 USD est garantie et nous nous efforçons d'obtenir des fonds supplémentaires pour le personnel et la gouvernance et la gestion de l'organisation (réunions du Conseil, AG et réunions de planification du Secrétariat).

**Points clés de la discussion :**

**Ashish Kothari** (Membre d'Honneur et du Conseil des sages) – La COVID 19 nous a donné l'occasion de plaider pour des changements radicaux. Le plan prévoit-il de travailler avec d'autres réseaux mondiaux/régionaux pour partager les leçons et les enseignements ? **Holly Jonas** - Oui, c'est dans la version plus détaillée et c'est un aspect important de notre travail futur.

**Jailab Rai** (Membre - Forest Action Nepal) - Y a-t-il un plan pour le renforcement des capacités des jeunes ? **Holly Jonas** - Nous voulons soutenir et étendre le travail du Groupe des jeunes (présidé par Josefa Tauli et Lucas Quintupuray), en particulier pour les jeunes leaders des Peuples Autochtones et des communautés locales.

**Paola Maldonado** (Membre - ALDEA) – Notre défi est d'utiliser le pouvoir du Consortium APAC au niveau international pour renforcer les processus régionaux et nationaux.

**Teddy Baguilat** - Le Conseil doit fournir des conseils et une orientation stratégique pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie.

**Mina Esteghamat** (Membre - ZIPAK) - Avons-nous une vision du nombre d'APAC-territoires de vie reconnus (peut-être sur la liste verte de l'UICN) pour nous aider à traiter avec les gouvernements ? **Holly Jonas** - La liste verte n'est pas forcément la plus appropriée selon le contexte. **Faisal Moola (Membre d'Honneur)** - De nombreuses aires protégées et conservées par les Peuples Autochtones (IPCA) au Canada ont été établies par des Peuples Autochtones, qu'ils soient reconnus ou non par le gouvernement du Canada.

**Alifereti Tawake** (Membre - LMMA International) - Il serait formidable d'avoir une position du Consortium APAC bien définie lors de la Conférence des Nations Unies sur les océans plus tard cette année.

**Motion d'approbation du plan d'action et du budget 2021 proposée par Kalpavriksh (Membre), appuyée par le NCCAF (Membre) et Forest Action Népal (Membre).**

**Motion d'approbation du plan d'action et du budget 2021 - approuvée (sondage 11)**

**Nomination de l'Auditeur des comptes pour l'année à venir**

**Teddy Baguilat (Président)**

L'Auditeur des comptes est l'un des trois « organes » de l'Association, en plus de l'Assemblée Générale et du Conseil. Selon les Statuts, « *la personne en charge de l'Audition des Comptes vérifie les comptes de fonctionnement et les comptes annuels préparés par le Conseil et présente un rapport écrit et détaillé à l'Assemblée Générale. La personne en charge de l'Audition des Comptes peut également être en charge de la Médiation* ». Le rôle de la Médiation est détaillé dans nos nouvelles Procédures de gouvernance et consiste à soutenir l'association à titre bénévole en servant d'arbitre juste et neutre lors du traitement des plaintes ou des griefs. Le mandat est d'un an à la fois. Je tiens à souligner la contribution de Marc Foggin en tant qu'Auditeur des comptes et Médiateur depuis l'Assemblée Générale de fin 2019. Nous lui sommes très reconnaissants pour le travail qu'il a accompli. Il a aimablement accepté de rester Auditeur des comptes et Médiateur pour l'année à venir.

## Des objections ?

Aucune

**Motion pour nommer Marc Foggin comme Auditeur des comptes proposée par KRPAVIS (Membre), appuyée par KASAPI (Membre) et Forest Action Nepal (Membre) et Wumweri Ghodu (Membre)**

**Motion pour nommer Marc Foggin comme Auditeur des comptes - approuvée (sondage 12)**

## Élection des nouveaux membres du Conseil

**Le processus convenu pour les élections du Conseil dans le cadre de l'Assemblée Générale est le suivant :**

- *Le titre du poste vacant est indiqué ;*
- *La (les) biographie(s) du ou de la (des) candidat(s) ou candidate(s) est (sont) lue(s) à l'Assemblée Générale ;*
- *Le(s) candidat(s) et/ou la(les) candidate(s) est (sont) invité(s) ou invitée(s) à se présenter ;*
- *Les Membres présents sont invités à poser des questions au(x) candidat(s) et candidate(s) ;*
- *Le(s) candidat(s) et/ou la(les) candidate(s) quitte(nt) la salle [en cas d'Assemblée Générale en ligne, le(s) candidat(s) et/ou la(les) candidate(s) sera(ont) déplacé(e)(s) vers la salle d'attente virtuelle] ;*
- *Une discussion sur le(s) candidat(s) et/ou la(les) candidate(s) est tenue en privé ;*
- *Le(s) candidat(s) et/ou la(les) candidate(s) est (sont) invité(e)(s) à retourner dans la salle pour entendre la décision de l'Assemblée Générale ; et*
- *La décision est enregistrée dans le procès-verbal officiel de l'Assemblée Générale, ainsi que les détails du sondage Zoom (nombre de « oui » et nombre de participants au sondage pour atteindre le quorum).*

**Teddy Baguilat** - Le Conseil a demandé et reçu des nominations pour deux postes : le poste de Vice-présidence, et le poste de Secrétaire. Ces deux postes sont des postes de direction clés au sein du Comité exécutif et du Conseil élargi. Nous sommes très heureux d'avoir reçu les nominations solides de deux femmes pour ces rôles, une d'Afrique et une d'Amérique latine.

### 1. Nominations de la Secrétaire du Conseil : Sara Oliveros López

Le Secrétariat joue un rôle important en assurant le fonctionnement efficace du Comité exécutif et du Conseil et en aidant à la préparation de l'Assemblée Générale. Comme pour tous les postes du Conseil, le Secrétariat est un poste volontaire et est élu par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Notre candidate est Sara Oliveros López du Mexique.

La biographie de Sara Oliveros López a été lue. [Veuillez cliquer ici pour lire la biographie.](#)

**Sara Oliveros López** - Merci à tous. Je suis très heureuse de vous parler du Yucatan où je travaille dans le cadre du Consortium APAC avec Albert Chan Dzul dans la région de la Méso-Amérique. Je suis heureuse d'échanger des connaissances avec les autres Membres.

### Questions pour la candidate :

**Giovanni Reyes** (Membre - KASAPI) - Quel est le point de vue de Sara sur la construction du consensus ? **Sara Oliveros** - Le consensus consiste à se mettre d'accord avec tous les Membres pour résoudre les conflits ou les questions. Il est important de travailler sur la base du consensus et d'œuvrer à sa construction.

**Yolanda López-Maldonado** (Membre d'Honneur) - Le mode de pensée autochtone est très peu soutenu donc les liens que vous établissez sont formidables.

**José Martial** (Membre - Ndima-Kali) - Avez-vous du temps à consacrer au Consortium APAC ? **Sara Oliveros** - Mon organisation a pris la décision collective de s'engager dans cette voie, j'ai donc leur soutien et ils me viendront en aide si besoin.

**Aman Singh** (Membre - KRPAVIS) - Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise dans les trois langues du Consortium APAC ? **Sara Oliveros** - Je comprends un peu l'anglais. L'espagnol est ma langue maternelle et je veux en apprendre

davantage sur la communication dans toutes les langues. **Teddy Baguilat** - La plupart des réunions ont de merveilleux interprètes, ce qui nous permet à tous de communiquer.

Une discussion privée sur la candidate a eu lieu pendant que celle-ci attendait dans la salle d'attente de Zoom.

**Teddy Baguilat** - Quelqu'un a-t-il des objections à formuler contre cette nomination ? Aucune objection.

**Motion pour élire Sara Oliveros López en tant que Secrétaire du Conseil proposée par KASAPI (Membre), appuyée par KRPAVIS (Membre) et Thora Amend (Membre d'Honneur)**

**Motion pour élire Sara Oliveros López au poste de Secrétaire du Conseil - approuvée (sondage 13)**

## 2. Nomination de la Vice-présidente du Consortium APAC : Patricia Mupeta-Muyamwa

Il s'agit d'un nouveau rôle qui a été approuvé lors de l'Assemblée Générale de 2020. La Vice-présidence joue un rôle de soutien important pour le Président et la direction et l'orientation générales du Conseil et du Comité exécutif et assurera l'intérim du Président dans le cas où celui-ci ne pourrait pas remplir ses fonctions. Comme pour tous les postes du Conseil, la Vice-Présidence est un poste volontaire et est élu par l'Assemblée Générale pour une période de trois ans. Notre candidate est Patricia Mupeta-Muyamwa de Zambie.

La biographie de Patricia Mupeta-Muyamwa a été lue. [Cliquez ici pour lire la biographie.](#)

**Patricia Mupeta-Muyamwa** - Salutations de Zambie. Puiser dans l'énergie de ma famille du Consortium APAC me rend plus solide. J'ai un lien fort et durable avec les APAC - territoires de vie et j'ai vu comment le Consortium APAC a grandi au cours des 4 dernières années. Les changements de direction et le travail au sein de l'ExCo m'ont permis de mieux comprendre le travail du Consortium APAC. Merci au Secrétariat pour tout le soutien qu'il offre. C'est maintenant une bonne occasion pour moi d'assumer un nouveau rôle au sein du Consortium APAC. Je pourrai m'appuyer sur les sages, comme Grazia, pour me soutenir. Je crois à un leadership qui se met au service des adhérents; le cœur et la racine du Consortium APAC sont les Membres. Le Consortium APAC est de plus en plus reconnu ; les Membres sont forts et il existe de bonnes bases pour la collecte de fonds. Ma pensée et mon leadership fonctionnent de façon systémique, je sais bien mobiliser les ressources, je suis pleine de ressources et j'aimerais renforcer les partenariats stratégiques.

### Questions pour la candidate :

**Giovanni Reyes** (Membre - KASAPI) - Il y a des Peuples Autochtones en Afrique qui ne sont pas reconnus par les gouvernements comme autochtones, ils sont donc identifiés comme des communautés locales. Quel est votre point de vue et quelle est votre expérience à ce sujet ? **Patricia Mupeta-Muyamwa** - En Afrique, la définition des Peuples Autochtones varie en fonction du contexte. Ici, en Afrique orientale et australe, il est utile que les jalons des discussions incluent les Peuples Autochtones et les communautés locales afin d'inclure tout le monde. Qu'ils soient ou non reconnus par les gouvernements, ils sont reconnus au niveau international en tant que Peuples Autochtones avec des droits de Peuples Autochtones. C'est notre travail de donner du pouvoir et de soutenir la lutte. **Milka Chepkorir** (Secrétariat) - Au Kenya, on nous appelle « communautés minoritaires et marginalisées », mais les tribunaux ont statué que nous sommes des Peuples Autochtones au sens de l'OIT.

**Vololoniaina Rasoarimanana** (Membre d'Honneur) - Avez-vous le temps d'assumer le poste de Vice-présidente ?

**Patricia Mupeta-Muyamwa** - J'en ai parlé au Secrétariat avant d'accepter.

**Nguyen Trinh Le** (Membre - PanNature) - Y aura-t-il un conflit d'intérêt entre votre travail avec The Nature Conservancy (TNC) et le Consortium APAC ? **Patricia Mupeta-Muyamwa** - J'ai aidé TNC à développer un programme pour les Peuples Autochtones et ils apprennent à mieux travailler en partenariat avec les Peuples

Autochtones et les communautés locales. Je ne vois pas cela comme un conflit, mais comme une opportunité de collaboration. Je me vois comme un pont.

**Jailab Rai** (Membre - Forest Action Nepal) - Un grand nombre de traditions et de pratiques des Peuples Autochtones qui pourraient contribuer à la conservation de la nature et de la culture sont en déclin en raison des politiques gouvernementales. Comment pensez-vous que ce problème devrait être abordé ? **Patricia Mupeta-Muyamwa** - Nous devons renforcer la force de nos adhérents et démontrer pourquoi les APAC - territoires de vie sont importants pour la protection de la nature, de la culture et des personnes, et nous devons plaider pour leur reconnaissance au niveau des États. En Zambie, nous avons lutté pendant longtemps contre une législation archaïque, ce combat a été rendu plus difficile par le manque de preuves documentées de l'existence des APAC - territoires de vie.

**Clovis Koagné** (Membre - Fidepe) - Pourrez-vous effectuer des visites régionales et nationales pour apporter un soutien institutionnel aux organisations Membres et aux gardiens des APAC - territoires de vie ? **Patricia Mupeta-Muyamwa** - Pas pour le moment à cause de la COVID mais à l'avenir cela pourrait être possible, en fonction du soutien financier et du Secrétariat. Le processus de décentralisation devrait renforcer les régions pour soutenir les organisations Membres.

Une discussion privée sur la candidate a eu lieu pendant que celle-ci attendait dans la salle d'attente de Zoom.

**Teddy Baguilat** - Quelqu'un a-t-il des objections à formuler contre cette nomination ? Aucune objection.

**Motion pour élire Patricia Mupeta-Muyamwa en tant que Vice-présidente du Consortium APAC proposée par Emmanuel Sulle (Membre d'Honneur), appuyée par Natural Justice (Membre).**

**Motion pour élire Patricia Mupeta-Muyamwa comme Vice-présidente du Consortium APAC - approuvée (sondage 14)**

**Teddy Baguilat** a remercié les Membres sortants suivants du Conseil pour leurs contributions :

Tsiorisoa Mihanta Bakoliarimisa

Sudeep Jana Thing

José Aylwin

### Pleins feux sur un Membre 6 - ITW-SDA

[Cliquez ici pour voir la vidéo en anglais](#)

**Autodétermination de Taïwan** - *akokey ! sira pakakmaen so ovey*, (Bonjour ! Mes chers amis,)

Pour nous, la vision la plus élevée de l'autodétermination vient de l'intuition la plus profonde que la conscience collective des Taïwanais devrait être libérée des conflits entre les peuples colonisateurs et les Peuples Autochtones colonisés qui ont torturé et déformé notre humanité commune.

En quête d'un Taïwan juste et durable, nous avons lancé la mission de « libérer la relation coloniale et d'initier une nouvelle construction nationale inclusive ensemble » en 2019. Cette mission s'appuie sur la sagesse écologique autochtone pour guérir le traumatisme de la colonisation et de l'exploitation qui ont provoqué une folie, un dysfonctionnement et une anomalie généralisés, en plus de la corruption et de la destruction de cette terre et de ses habitants.

Conservons les territoires animistes de la vie pour tous les êtres qui nous entourent, en adhérant au principe ultime de la trinité de la diversité linguistique, culturelle et biologique, et en mettant en œuvre conjointement un nouveau modèle de gouvernance sur la base de l'ancrage et de la connectivité.

Lors de la création de la Commission nationale des droits humains le 1er août 2020, l'Alliance pour l'autodétermination autochtone de Taïwan a demandé au gouvernement d'y mettre en œuvre la connotation des articles 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui portent sur les droits à l'autodétermination de tous les peuples. Conformément au « Décret de mise en œuvre des deux Pactes internationaux relatifs aux droits humains » annoncé en avril 2009 à Taïwan, le gouvernement devrait traiter de manière proactive les quatre conditions de la libération de la relation coloniale qui sont « la récupération de la souveraineté autochtone, la restitution des territoires traditionnels, la compensation des dommages historiques et l'offre d'une assistance nécessaire pour restaurer les communautés tribales perturbées » à leur pleine échelle et portée, et travailler ensemble sur la vision consensuelle de la réconciliation et de la restauration.

En faisant appel à la reconnaissance de la souveraineté naturelle des Peuples Autochtones, nous collaborerions avec les anciens et les nouveaux immigrants chinois et les nouveaux résidents venus d'Asie du Sud-Est pour reconstruire l'identité du Taïwan d'origine et rétablir les liens avec la patrie pour tous dans le cadre d'un processus d'autodétermination durable.

Une délégation de Taïwanais autochtones s'est rendue au bureau présidentiel le 14 septembre 2020 pour faire une déclaration publique appelant à une négociation commune pour la décolonisation, l'autodétermination et la construction d'une nouvelle nation inclusive. Nous avons été poliment reçus par le personnel et les gardes de la Présidente, sans réponse officielle de sa part, qui a présenté des excuses officielles aux Peuples Autochtones en 2016. Tout comme une voix qui crie dans le désert, il semble que les Peuples Autochtones vont toujours bien au-delà des politiciens traditionnels.

En tant que base structurelle et préparatifs de force pour notre initiative visionnaire, nous avons établi des déclarations conjointes de territoires traditionnels avec reconnaissance mutuelle de la souveraineté naturelle parmi les communautés tribales et promu l'arrangement d'organisations de traités de confédérations ethniques et régionales parmi les Peuples Autochtones. Nous proposons en outre d'organiser l'Assemblée unie des conseils de confédération des Peuples Autochtones afin de constituer des entités politiques autochtones et de développer la capacité de gouvernance autonome des communautés tribales.

Pour la suite, nous sommes ouverts à l'échange et à la collaboration avec nos partenaires internationaux sur le discours et la praxis des sujets critiques ci-dessous :

- La souveraineté naturelle des communautés tribales existait avant tout régime étatique et se fonde sur le maintien des droits de la nature.
- La décolonisation autochtone, qui s'oppose au « mythe » d'un État-nation unifié, évoluera vers un cadre pluraliste pour la diversité et la complexité naturelles et culturelles.
- L'autodétermination durable et la construction d'une nouvelle nation inclusive pour la conservation de la trinité de la diversité linguistique, culturelle et biologique.
- Les droits autochtones et les institutions coutumières ne sont fondés que sur une communauté tribale connectée et ancrée dans des habitats inter-espèces et trans-générationnels : les territoires de vie.

Avec le professeur Jeff Corntassel, l'universitaire cherokee, nous avons proposé le concept d'autodétermination durable. Nous nous préparons actuellement à organiser une série d'ateliers virtuels sur le thème « Décolonisation autochtone et autodétermination durable », en commençant par certaines organisations de Peuples Autochtones



qui mènent la même lutte et qui ont été contactés et mis en relation. Il serait formidable d'organiser des événements pour un apprentissage mutuel plus approfondi et une collaboration solidaire concevable et basée sur leurs rudes combats et leurs actions et exploits remarquables.

Nous sommes impatients de réfléchir et d'envisager, avec la pluralité des idées et des visions autochtones, les questions suivantes qui sont fondamentales pour l'action :

- Comment les communautés autochtones peuvent-elles conserver ou restaurer leurs espaces de vie traditionnels et leurs territoires spirituels ?
  - Aux côtés et au-delà de l'appareil d'État, et
  - Au-dedans et au-dehors du système de marché mondial
- Notre ancrage et notre connectivité, qui sont profondément enracinés dans l'environnement naturel et les habitats inter-espèces, constituent-ils notre ultime résilience ou deviennent-ils notre vulnérabilité fondamentale ? Repensons-y à partir de notre tradition vivante d'adaptation et d'innovation, qui a connu des changements radicaux au fil des générations et des millénaires.

*onotan do voko no sawalan nio.* (Suivez le flux de votre canal d'irrigation !) *ayoy !*

### 16h35 Le Président clôt l'Assemblée Générale

**Teddy Baguilat** - Maintenant que les Procédures de gouvernance ont été approuvées, le Conseil va connaître une période de transition afin d'harmoniser sa composition avec ce qui est prévu dans les Procédures. Pour ce faire, nous convoquerons probablement une Assemblée Générale Extraordinaire, ou AGE, en octobre ou novembre de cette année, afin de nous concentrer spécifiquement sur les élections du Conseil et nous assurer d'attaquer 2022 avec un Conseil fort et représentatif. Nous encourageons les Membres de toutes les régions à organiser des assemblées régionales dans les prochains mois et à nommer des représentants appropriés pour les postes régionaux et thématiques au sein du Conseil mondial. Gardez l'œil ouvert pour de plus amples informations prochainement.

Merci aux Membres, aux Membres d'Honneur, aux membres du Conseil et du Secrétariat et aux observateurs d'avoir participé à l'Assemblée Générale. Un grand merci à tous ceux qui nous ont aidés à communiquer entre nous en traduisant les documents clés et en assurant l'interprétation simultanée pendant l'AG. Cela inclut Camila Miranda, Daniela Cabascango, Aquilas Koko Ngomo, Rachel Babin, Antoine Scherer, Mathilde Craker, Karen Armas, Francine Hache et Ulrich Douo.

Sur ce, je voudrais clôturer formellement la 17<sup>ème</sup> Assemblée Générale du Consortium APAC.

[Cliquez ici pour voir les points forts de la 17<sup>ème</sup> Assemblée Générale.](#)

Compte-rendu signé par le Président et la Gestionnaire des programmes (en tant que compilatrice du procès-verbal).

Teodoro B. Baguilat Junior.,  
Président, Consortium APAC

Sarah Ryder  
Gestionnaire des programmes, Consortium APAC